DUKE
UNIVERSITY
LIBRARY

Treasure Room
UTOPIA

Bibliothèque de Propagande Anarchiste

N° 2

Sébastien FAURE

Mon Opinion sur la Dictature

ÉDITIONS DE LA "LIBRAIRIE SOCIALE"
69, Boulevard de Belleville, 69 -:- PARIS (XI^e)

:: 1921 ::

Prix : 0 fr. 40

Achetez tous vos LIVRES et toutes vos BROCHURES à la

LIBRAIRIE SOCIALE

69, Boulevard de Belleville -:- PARIS (11e)

La LIBRAIRIE SOCIALE n'est pas une entreprise commerciale ; c'est une **œuvre de propagande.** Tous les bénéfices réalisés sont employés au développement de la LIBRAIRIE SOCIALE et à soutenir les œuvres sociales. Les camarades ont donc le devoir d'acheter tous leurs livres et brochures à la

LIBRAIRIE SOCIALE 69, Boulevard de Belleville, 69 :: :: PARIS (11e) :: ::

Adresser commandes et mandats à LOUIS DESCARSIN

En vente à " La Librairie Sociale" :

LITTÉRATURE ANARCHISTE

	PRIX	FRANCO
BAKOUNINE (Michel) : Œuvres (6 vol.), chaque	5 75	6 35
BIENSTOCK (J.-W.) : Tolstoï et les Doukhobors	5 75	6 35
CŒURDEROY (Ernest) : Jours d'exil (3 vol.), chaque	5 75	6 35
CORNELISSEN (Ch.) : En marche vers la Société nouvelle	5 75	6 35
DARIEN (Georges) : Biribi (roman)	5 75	6 35
DUBOIS-DESAULLE : Sous la casaque	5 75	6 35
ELTZSBACHER (P.) : L'Anarchisme	7 »	7 60
FAURE (Sébastien) : La Douleur universelle	7 50	8 10
FERRERO (Guglielmo) : Le Militarisme et la Société Moderne	5 75	6 35
GRAVE (Jean) : L'Anarchie, son but, ses moyens	5 75	6 35
— — L'Individu et la Société	5 75	6 35
— — Réformes, Révolution	5 75	6 35
— — La Société mourante et l'Anarchie	5 75	6 35
— — Malfaiteurs (roman)	5 75	6 35
— — Terre libre (roman)	3 50	3 95
JAMES (Guillaume) : L'Internationale (4 vol., chaque	7 »	7 60
HAMON (A.) : Psychologie du militaire professionnel	5 75	6 35
— — Le socialisme et le congrès de Londres	5 75	6 35
HILL (G. Chatterton) : La Physiologie morale	5 75	6 35
KROPOTKINE (Pierre) : La conquête du Pain	5 75	6 35
— Autour d'une Vie (2 vol. à 5 fr.)	10 »	10 75
— — La Science moderne et l'Anarchie	5 75	6 35
— — Champs, Usines, Ateliers	5 75	6 35
MACKAY (John-Henry) : Les Anarchistes	5 75	6 35
MALATO (Charles) : De la Commune à l'Anarchie	5 75	6 35
— Les Joyeusetés de l'exil	5 75	6 35
— — Philosophie de l'Anarchie	5 75	6 35
TARRIDA DEL MARMOL : Les Inquisiteurs d'Espagne	5 75	6 35
MICHEL (Louise) : La Commune	6 75	7 35
DOMELA NIEUWENHUIS : Le Socialisme en danger	5 75	6 35
UN PROSCRIT : L'Inévitable Révolution	5 75	6 35
RECLUS (Elisée) : L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique	5 75	6 35
RIZAL (José) : Au Pays des Moines	5 75	6 35
SAUTAREL (Jacques) : Philosophie du déterminisme	5 75	6 35
X... : Guerre-Militarisme	3 50	3 95
— Patriotisme-Colonisation	3 50	3 95

Bibliothèque de Propagande Anarchiste - N° 2

SÉBASTIEN FAURE

* * *

MON OPINION SUR LA DICTATURE

Pamphlet Collection
Duke University Library

ÉDITIONS DE LA
" LIBRAIRIE SOCIALE "
69, Boulevard de Belleville, PARIS (xıe)

1921

MON OPINION SUR LA DICTATURE

I

LA RÉVOLUTION RUSSE

La chute du Tsarisme

Je suis un ami fervent de la Russie révolutionnaire.

Lorsque, en mars 1917, la nouvelle nous parvint de la chute du Tsarisme raspoutinien, la joie que j'en éprouvai fut indicible.

Enfin ! Il était donc par terre ce régime de sang et de boue qui, à cheval sur l'Europe et l'Asie, était, pour le monde entier, un foyer de putréfaction et un centre d'odieux despotisme !

Une énorme population, tenue jusque-là dans la plus profonde ignorance, dans la misère la plus noire et dans la plus douloureuse servitude, allait naître à l'instruction, au bien-être et à la liberté.

Sans doute, le miracle ne s'opèrerait pas en un jour ; il faut du temps, beaucoup de temps, pour projeter quelque lumière dans des cerveaux enténébrés, pour organiser la production et la répartition de façon que soient à peu près satisfaits les besoins de tous et pour entraîner à la pratique de la liberté des millions d'êtres accoutumés à l'esclavage.

Mais le régime qui maintenait les masses russes dans ce lamentable état de détresse physique, intellectuelle et morale, avait été renversé.

Epuisé par trois années d'une guerre où il avait été odieusement sacrifié, le peuple russe avait jeté bas le tsar, ses ministres, la tourbe de ses courtisans, les généraux de son armée,

les hauts fonctionnaires de son empire. Au double cri de : « *La Paix et du Pain !* » il avait brisé ses chaînes.

L'essentiel était fait ; le reste serait l'œuvre du temps.

Kerensky dictateur

J'avoue que l'attitude de Kerensky, le chef du nouveau gouvernement, m'inspira tout de suite de graves inquiétudes.

Comment ? La Russie allait, sous l'impulsion de son nouveau Maître, rester fidèle aux alliances contractées par les Romanoff et continuer la guerre ? Au lieu de porter d'urgence tout son effort sur la restauration économique du pays que la tuerie avait réduit à la plus sombre misère, ce Dictateur allait aggraver le dénuement par le prolongement des hostilités ? La politique nouvelle qui aurait dû être faite d'audace était toute d'hésitation et de défaillance ; alors qu'elle aurait dû établir un contraste frappant avec la précédente, elle n'en était que la continuation ?

Cet homme d'État dont on portait aux nues la fermeté, la maîtrise, l'esprit de décision, les vues larges, les projets hardis, se laissait manœuvrer comme un enfant : à l'extérieur, par la diplomatie cauteleuse des Alliés et, à l'intérieur, par les timidités et les faiblesses des cadets et des mencheviks, d'accord avec les débris du Tsarisme expirant !

Au lieu de balayer impitoyablement les grands-ducs, les généraux, les ministres et toute la clique impérialiste, Kerensky jouait au César démocratique et magnanime, gardait auprès de lui les représentants les plus notoires de cette clique, entretenait le foyer de leurs intrigues et décourageait l'ensemble des énergies et des bonnes volontés qui avaient pris part au mouvement révolutionnaire, ou avaient assuré et acclamé le triomphe et ne demandaient qu'à en poursuivre le développement ! C'était à n'y pas croire.

Issu d'un mouvement puissant et résolu, un gouvernement qui se montrait si peu à la hauteur des circonstances ne pouvait tenir. Il était à la merci du soulèvement que ne pouvait manquer de provoquer la double irritation des réacteurs déchus et des révolutionnaires déçus.

Ce qui devait fatalement arriver se produisit.

Kerensky ne tarda pas à être renversé et, pour moi comme pour tous les anarchistes, comme pour tous les révolutionnaires, ce fut une joie sans mélange que d'apprendre que son autorité s'était effondrée sous les coups et au profit des extrémistes, c'est-à-dire des Bolcheviks.

L'avènement des Bolcheviks

Personne n'a perdu le souvenir des actes, des déclarations des mesures par lesquels ceux-ci débutèrent.

Ces mesures, ces déclarations et ces actes eurent le don de soulever contre eux la colère et l'indignation de tous les gouvernements et de la classe bourgeoise tout entière et, par contre, par voie de conséquence, de recevoir l'approbation et de susciter l'enthousiasme des révolutionnaires de tous les pays.

Il me plaît de rappeler ici les traits les plus marquants de ces temps d'autant plus héroïques qu'ils étaient nouveaux dans l'Histoire et faisaient pressentir en Russie, et la mort d'un monde abhorré et la naissance d'un état social plein de promesses.

Tout d'abord, les Bolcheviks déclarèrent solennellement qu'ils ne voulaient pas continuer la guerre et qu'ils étaient prêts à discuter les clauses de la paix. Au surplus, les soldats se démobilisaient d'eux-mêmes et regagnaient leurs foyers, tandis que pour bien marquer leur volonté de paix, les nouveaux dirigeants ne s'opposaient pas à cette démobilisation.

Ensuite, les Bolcheviks se refusèrent nettement à reconnaître les dettes de l'ancien régime. « Nous ne sommes, dirent-ils, ni « les héritiers, ni les continuateurs du Tsarisme que nous avons « culbuté. Nous n'avons rien de commun avec lui. La Russie « capitaliste est morte ; c'est une Russie nouvelle qui commence « et le prolétariat vainqueur n'a pas à payer les dettes con- « tractées par un gouvernement qui n'avait emprunté des mil- « liards que pour alimenter sa politique d'impérialisme et de « répression à laquelle la Révolution a mis un terme. »

Entreprenant l'application de leurs principes communistes, les nouveaux dirigeants confisquèrent, au profit de la classe ouvrière et paysanne, la grande et moyenne propriété, les usines, les ateliers, les moyens de transport, les banques, etc. ; ils confièrent aux travailleurs des villes et des campagnes le soin d'assurer, dans la mesure du possible, la production agricole et industrielle et la répartition rationnelle des denrées et des produits. Pour faciliter l'accomplissement de cette tâche immense, ils mobilisèrent tout ce que le pays comptait de spécialistes et de techniciens et firent appel à toutes les compétences.

Saisissant l'importance prépondérante d'une éducation qui était toute à faire, ils multiplièrent les écoles, les universités, les groupes d'apprentissage, les centres d'étude, de science et d'art ; ils fondèrent une foule d'institutions destinées à entourer l'enfant, dès son âge le plus tendre, des soins indispensables à son développement. Pour la mise en pratique de ce vaste programme de culture physique, intellectuelle et morale, ils sollicitèrent et obtinrent la collaboration des femmes dont ils élevèrent la condition et les droits.

En ce qui concerne la direction et l'administration générales du pays, les Bolcheviks résistèrent aux injonctions des partis contre-révolutionnaires soutenus, en l'occurence, par tous les

gouvernements capitalistes. Ils refusèrent de procéder à l'élection d'une assemblée constituante et s'en tinrent à l'organisation soviétique.

Dans tous les grands centres, dans les villes de second ordre, dans les agglomérations de quelque importance, et même dans des bourgades ne comptant que quelques centaines d'habitants, les Soviets existaient et fonctionnaient. Ces groupements locaux étaient le plus ferme appui du mouvement révolutionnaire. Réunion, par localité ou commune, des délégués ouvriers et paysans, le Soviet avait en main les intérêts de la petite agglomération qu'il représentait.

Au-dessus de ces Soviets locaux et destiné à les grouper en vue de l'entente et des rapports nécessaires, le Soviet régional réunissait les délégués désignés par les Soviets locaux.

Au-dessus de ces Soviets régionaux et destiné à les grouper en vue des intérêts ayant un caractère d'ensemble et national, le Soviet national, réunissait les délégués choisis par les Soviets régionaux.

Telle était l'organisation — fédéraliste, on le voit — des Soviets.

C'est sur cette organisation que, au début, les Bolcheviks firent reposer le pouvoir.

Epoque d'angoisse

On conçoit quelle fureur déchaînèrent, dans les milieux bourgeois, dans la presse et les sphères gouvernementales de tous les pays, des déclarations aussi catégoriques, des mesures aussi révolutionnaires et l'annonce d'un gouvernement ainsi constitué. On conçoit aussi quels enthousiasmes et quels espoirs elles provoquèrent dans le cœur des révolutionnaires de toute nationalité.

Ce n'était pas, il faut en convenir, la réalisation immédiate et complète de l'idéal anarchiste ; mais était-il possible de franchir d'un seul bond l'abîme qui sépare la société bourgeoise de la société communiste libertaire ?...

Toutefois, c'était la porte ouverte à toutes les possibilités d'avenir ; c'était, au cœur du continent européen et du continent asiatique, le capitalisme vaincu dans un pays immense comprenant cent trente millions d'habitants ; c'était l'exemple précédant et appelant toutes les imitations ; c'était le point de départ d'une suite incalculable de progrès assurés ; c'était, dans la nuit, un flambeau, et quel flambeau ! C'était dans le silence, une voix, et quelle voix !

Les Bolcheviks eurent la claire vision de tout cela. Ils n'envisagèrent la Révolution accomplie chez eux que comme le prélude

de la Révolution universelle ; ils comprirent que, pour la consolider et la rendre définitive, il était indispensable que leur mouvement s'épaulât sur celui des autres nations ; que le salut et la force de la Russie révolutionnaire auraient pour mesure sa puissance de rayonnement et d'entraînement.

C'est pourquoi, en même temps qu'ils couraient aux armes pour défendre la nouvelle patrie russe contre les attaques furieuses de la réaction mondiale, en même temps qu'ils prenaient toutes les mesures de défense intérieure que nécessitaient les complôts et insurrections provoqués par les conspirateurs de l'ancien régime, ils adressaient au prolétariat du monde entier manifestes sur manifestes, adjurant la classe ouvrière de chaque nation de préparer la Révolution dans son propre pays et de défendre par tous les moyens en son pouvoir la Révolution russe menacée, assaillie par les gouvernements capitalistes, coalisés.

Ce fut une époque passionnante et tragique entre toutes que celle où, épuisé, désorganisé, réduit à la famine par le blocus infâme, attaqué de tous les côtés, obligé de faire face, sur tous les fronts, à un ennemi implacable, le peuple russe accomplit des prodiges de valeur, supporta stoïquement les pires privations et s'imposa les plus lourds sacrifices, pour ne pas succomber.

Entre temps, les nouvelles les plus pessimistes associées aux calomnies les plus abjectes circulaient à l'envi. Emeutes ouvrières dans les villes, soulèvements des paysans dans les campagnes, famine, terreur, actes de cruauté inouïe et mesures de répression sanglante ; puis, l'armée rouge travaillée elle-même par d'incessantes mutineries, mise en déroute, encerclée, à la veille d'être définitivement vaincue...

Chacun de nous, il est vrai, ne se fiait pas à des informations aussi visiblement tendancieuses et parfois même rendues invraisemblables par leur exagération évidente ou leur fausseté manifeste. Mais, que d'angoisses dans nos cœurs ! Que d'anxiété, en l'attente de nouvelles précises et sûres !

Ah ! je puis dire que nous avons connu, dans ces heures inoubliables, toutes les transes par lesquelles passent les mamans penchées sur le berceau de l'enfant dont la vie tient à un fil qui, d'un instant à l'autre, peut être brisé.

On prétend que les mères chérissent davantage les petits êtres qui leur ont causé le plus d'inquiétude. Est-ce pour cela que j'ai eu et que je ressens encore pour la Russie révolutionnaire une si vive affection ? Peut-être. Toujours est-il que lorsque j'eus la certitude du désastre de l'aventurier Wrangel, lorsque je sus, de façon indubitable, que la Russie pouvait enfin respirer et songer à accomplir son destin, dans une atmosphère de sécurité extérieure et de tranquillité intérieure relatives, j'éprouvai un soulagement et un contentement très vifs.

La Dictature du Parti Communiste

Je dois dire, pourtant, que certains renseignements m'étaient parvenus qui ne m'avaient que médiocrement satisfait. Des informations concordantes, bien que provenant de sources diverses mais sûres, avaient quelque peu douché mon engouement des premiers jours. Il me revenait que, là-bas, les choses ne se passaient pas absolument comme je l'eusse voulu et comme il eût été désirable et utile.

Vint enfin un moment où le doute ne fut plus possible et où, par les plus ardents défenseurs de la révolution russe, par les représentants mêmes de Moscou, enfin par les communistes russes eux-mêmes, ces informations se trouvèrent confirmées.

Il est vrai que ces camarades tentaient de justifier par des nécessités impérieuses un ensemble de faits, de mesures et d'attitudes que pouvaient, seuls, excuser en effet et expliquer des problèmes de vie ou de mort.

Je n'entrerai ni dans le détail, ni dans la discussion de ces faits.

Ce travail n'a pas pour objet la critique de la Révolution Russe ; il se propose une tout autre fin.

Toutefois, avant d'en venir au sujet de cette étude, je veux expliquer mon attitude et celle de mes amis anarchistes à l'égard de la dictature que le Parti Communiste de Russie fait peser sur ce pays.

Et d'abord je ferai observer que c'est fort inexactement que cette dictature nous est présentée comme étant la dictature du prolétariat. Actuellement, le régime sous lequel la Russie est courbée n'est pas celui de la dictature exercée par le prolétariat, mais bien celui de la dictature exercée par le Parti Communiste sur le prolétariat de Russie et, par le truchement de ce prolétariat lui-même, sur la population russe tout entière.

On reconnaîtra qu'il y a loin de cette dictature superposée à la dictature qui serait exercée directement par le prolétariat lui-même sur le pays en révolution.

On m'objecte qu'étant donné l'état d'*inorganisation* et d'*inéducation* du prolétariat de Russie, le Parti Communiste, voulant assurer à tout prix le salut et le développement de la révolution, a été placé dans la nécessité d'assumer toutes les charges et toutes les responsabilités du pouvoir ; qu'il a dû, en conséquence, centraliser entre ses mains la direction suprême, l'administration, l'armée, la police, l'enseignement, en un mot tous les services publics ; qu'étant données, d'une part, les exigences de la guerre extérieure et, d'autre part, les urgentes et impérieuses nécessités de la réorganisation intérieure, il était *positivement impossible* d'agir différemment ; mais que cet état de choses ne saurait se prolonger et que le Parti Communiste est bien

décidé à ne pas le maintenir un jour de plus qu'il ne le jugera indispensable.

Autant d'affirmations que je ne veux pas discuter, puisque, aussi bien, je le répète, ce débat n'est pas l'objet de cette étude.

Au surplus, voudrais-je discuter ces assertions, je ne serais pas en mesure de le faire comme il sied : j'estime, en effet, que nous ne sommes pas en possession de renseignements assez précis, assez complets, ni assez authentiques pour nous prononcer. J'ajoute que nous ne possédons pas davantage le recul indispensable à une appréciation judicieuse, impartiale et péremptoire.

Je me refuse donc à formuler un jugement définitif sur la question de savoir si, oui ou non, la dictature du Parti Communiste a été et est encore l'unique mesure à laquelle aient dû et doivent s'arrêter les révolutionnaires de Russie. Je laisse à d'autres, mieux éclairés ou moins prudents que moi, la périlleuse tâche de trancher par un jugement catégorique et sans appel ce point délicat entre tous.

Je sais que la sagesse exige que, entre deux maux, on se résigne, par crainte du pire, à subir le moindre. Or, dans cette mystérieuse et profonde Russie, trop de facteurs m'échappent pour que je me permette de poser des chiffres, d'affirmer l'exactitude de ces chiffres, d'en établir la balance et de dire : « Voilà « la solution du problème ; cette solution est la bonne, la seule ! »

Silence ne signifie pas acquiescement

C'est cette considération qui m'enpêcha si longtemps d'écrire une ligne et de prononcer une parole qui fût ou pût paraître une approbation ou un blâme de la dictature en Russie.

Et puis, cette Révolution naissante était combattue avec une telle rage par les Etats capitalistes, elle était si ignominieusement calomniée par la presque unanimité des journaux, elle courait des dangers si nombreux, si pressants et si graves, que je me serais considéré comme déshonoré si l'ennemi de classe se fût servi de mes écrits ou de mes propos et s'en fût fait une arme contre la République des Soviets.

M'associer — même en apparence — aux infâmies, aux injures bourgeoises ? Ah ! Non ! Me permettre, même sous la forme la plus amicale, même dans le style le plus fraternel, des critiques qui auraient pu soulever un désaveu ? — Jamais de la vie !

Je pris donc le parti de fermer provisoirement les yeux sur les erreurs, les fautes ou les crimes du Parti Communiste en Russie et de ne les ouvrir publiquement que sur les vertus et les bienfaits de la Russie révolutionnaire.

Après tout, le champ était encore assez vaste pour qu'on pût s'en contenter ! La Révolution Russe était loin d'en avoir fini

avec la période des dangers pressants et, peut-être, mortels ; on pouvait bien faire au besoin de ne pas l'affaiblir et à la nécessité de contribuer à sa sécurité le sacrifice momentané des réserves et des reproches qu'impliquaient les agissements des Dictateurs moscovites.

Donc, je me tus.

J'aurais gardé le silence dans lequel je m'étais volontairement enfermé si les circonstances ne m'eussent point fait un devoir de le rompre.

Tout d'abord, les admirateurs fanatiques de la Révolution Russe ne parlèrent qu'en sourdine de la Dictature exercée là-bas; ils évitaient prudemment d'attirer l'attention sur ce fait qu'ils pressentaient devoir soulever des dissentiments. Ils n'en parlaient que comme d'une nécessité douloureuse à laquelle il serait mis fin promptement. Peu à peu, ils s'enhardirent. Se méprenant sans doute sur les raisons véritables de notre silence, ils imaginèrent que ce silence équivalait à un acquiescement tacite et discret.

Sur ces entrefaites, Cachin et Frossard, retour de Russie, entreprirent, au sein du Parti Socialiste, à Paris et dans les grands centres de province, l'ardente campagne que l'on sait.

Leurs discours et leurs articles éveillèrent un emballement prodigieux. Les masses profondes du parti socialiste furent rapidement entraînées jusqu'à l'admiration sans réserve et sur toute la ligne de tout ce qui se passait en Russie. Ce fut une période d'exaltation inouïe allant jusqu'au fanatisme. Tout était occasion favorable à l'éloge hyperbolique. Il n'était plus question d'excuser la Dictature, de la présenter aux militants comme une mesure indésirable mais nécessaire, accidentelle et éphémère. La Dictature devenait *tabou ;* elle se confondait avec la Révolution elle-même ; elle ne pouvait en être disjointe ; *a fortiori,* ne pouvait-elle lui être opposée ; combattre la Dictature Russe, c'était combattre la Révolution Russe : oser critiquer cette Dictature, c'était faire œuvre et prendre figure de Contre-Révolutionnaire.

C'était du délire.

Prendre position devient nécessaire

De Paris, le délire s'étendit à la province. Une foule de camarades libertaires, déconcertés par cette propagande qui passait en avalanche dans leur localité, nous faisaient part de leur étonnement. Ils ne comprenaient pas notre mutisme ; les uns nous demandaient s'il n'y avait plus d'anarchistes à Paris et les autres s'ils étaient entrés en bloc au Parti Communiste ; d'autres, enfin, interprétaient la réserve que, par dévouement à la Révolution russe et pour les raisons indiquées plus haut, nous nous

imposions, comme une adhésion tacite à la thèse de la dictature en période révolutionnaire.

Pour comble, les partisans les plus fougueux et les plus exubérants de la 3e Internationale donnaient à entendre, à mots couverts et sous le manteau de la cheminée, que les anarchistes eux-mêmes étaient obligés de se rallier à l'idée de la dictature en Russie et qu'ils ne s'abstenaient de le confesser publiquement que pour ne pas avouer la carence de leurs principes et de leur action en présence des réalités et des faits.

Dans ces conditions, nous était-il permis de continuer à nous taire ? Nous ne le pouvions pas. C'eût été une faute, une lâcheté, presque une trahison.

Plus jeunes, plus impatients que moi — et je crois aujourd'hui qu'ils avaient raison — mes amis du *Libertaire* prirent position sans plus attendre et nettement. Moi, j'hésitai encore. Certes, ma conviction était faite et elle était ferme ; l'hésitation n'existait pas dans ma pensée, elle portait uniquement sur la conduite que je devais tenir : il m'était si pénible d'apporter aux détracteurs haineux et systématiques de la Russie révolutionnaire un appui inattendu, dont, avec leur coutumière perfidie, ceux-ci ne manqueraient pas de dénaturer et l'esprit et la portée ! Il m'était également si douloureux de me séparer ostensiblement de nos camarades communistes avec lesquels, depuis de longs mois, nous menions, en faveur de la Révolution russe, une si rude campagne !

Est-ce, chez moi, sensibilité excessive ou déplacée ? — Il se peut ; toujours est-il que j'éprouve, en toutes circonstances, une grande peine à réjouir mes adversaires et à contrister mes camarades.

Je ne me décidai donc pas aussi promptement que mes amis du *Libertaire* à entrer en lice. J'attendis.

Mon attente ne fut pas de longue durée.

Voici pourquoi et j'arrive à la question qui est l'objet de ce travail.

L'erreur des Néo-Communistes

Les partisans enthousiastes de l'Internationale de Moscou étaient entrés dans une voie où il leur était difficile de s'arrêter, La pente était fatale : ils devaient la descendre jusqu'au fond. Ils ne tardèrent pas à le faire.

Les yeux fixés sur Moscou et fascinés en quelque sorte par le merveilleux spectacle qu'offre présentement à tout individu épris de l'idéal socialiste, le grand peuple russe, ils se laissèrent insensiblement aller à l'idée que cette Révolution est et restera le modèle de toutes celles qui, par la suite, se produiront.

Dans leur esprit, c'est comme l'œuvre parfaite et définitive, celle qui ne comporte et ne supporte aucune retouche, celle sur

laquelle devront pour aboutir, se modeler toutes les Révolutions qui suivront, quel que soit le pays appelé par les événements à en être le théâtre, quelles que soient les conditions dans lesquelles s'engagera l'action, quels que soient les acteurs du drame, quel que soit le milieu dans lequel s'en dérouleront jusqu'au dénouement les péripéties.

De la part de théoriciens qui se flattent de baser leurs conceptions et leurs prévisions sur l'observation de l'Histoire, une telle thèse apparaît stupéfiante ; telle est, pourtant, celle que soutiennent, propagent et s'évertuent à faire triompher les hommes de l'Internationale rouge.

« En Russie, disent-ils, les choses se sont passées ainsi, ainsi « et ainsi ; les événements se sont déroulés de telle, telle et telle « façon ; il été absolument indispensable d'adopter telle, telle « et telle mesure ; il n'a pas été possible d'échapper à telle, telle « et telle nécessité. Or, il est certain que, à peu de chose près, « les circonstances seront, en France, en Italie, en Allemagne, « partout, absolument les mêmes et que, en période de transfor- « mation violente, les révolutionnaires de tous les pays se trou- « veront en face des mêmes nécessités et acculés aux mêmes « mesures.

« Donc, si nous ne voulons pas nous laisser surprendre par « les événements, si nous sommes déterminés, le bouleversement « catastrophique se produisant, à n'en pas perdre le bénéfice, il « faut absolument organiser et préparer d'ores et déjà, l'action « qu'il nous faudra mener.

« Nécessaire en Russie, la Dictature ne le sera pas moins en « France. On peut prévoir qu'elle sera ici, moins vigoureuse et « moins longue que là-bas ; mais il serait enfantin d'imaginer « qu'il sera possible de s'en passer ; elle s'imposera.

« En conséquence, il faut la prévoir dès à présent, s'y prépa- « rer sur l'heure et l'organiser incontinent. »

Ces paroles, je les ai entendues maintes fois depuis quelque temps et je pourrais sans chercher beaucoup citer dix textes, vingt textes écrits qui les confirment.

Constatons-le : cette thèse de la Dictature — et, circonstance aggravante de la Dictature d'un Parti — envisagée non plus comme une mesure à laquelle on sera *peut-être* conduit à recourir, mais comme une mesure fatale, inévitable, qu'il est indispensable de prévoir et de préparer, sans attendre que les circonstances en aient démontré l'obligation absolue, cette thèse est nouvelle. Elle est extrêmement dangereuse aussi bien que radicalement fausse.

Elle est fausse, parce qu'elle ne tient aucun compte du concours considérable de circonstances très diverses qui peuvent amener le choc révolutionnaire ; parce qu'elle présuppose que

partout, à l'avenir, ce choc se produira dans des conditions identiques, que partout les forces en opposition seront les mêmes et les éléments en conflit dans des positions stratégiques invariables.

Or, il est de toute évidence que rien n'est plus erroné.

Elle est extrêmement dangereuse parce que si, dans des conditions X données, la Dictature peut être la planche de salut d'un mouvement révolutionnaire *in extremis*, je veux dire en danger de mort, cette même Dictature peut, en des conditions Z données en consommer le naufrage.

L'objet de ce travail

L'erreur des néo-communistes provient de cette fascination manifeste qu'exerce sur leur esprit la Révolution de Russie.

Je ne leur fais pas l'injure de les accuser d'ambitions personnelles ni de supposer que, s'ils incorporent à la vaste doctrine révolutionnaire la thèse particulière de la *Dictature fatale*, inévitable, nécessaire, c'est parce qu'ils manifestent l'espoir d'être de ceux qui seront appelés à exercer cette Dictature. Je les crois sincères et uniquement soucieux d'assurer, par la Dictature de leur Parti, le salut de la Révolution future et l'organisation du milieu social qui en sortira.

Mais la sincérité n'exclut pas l'erreur ; on peut se tromper de bonne foi, et je suis persuadé qu'ils sont dans l'erreur.

Encore un coup, cette modeste étude ne se propose pas de discuter s'il a été indispensable ou non d'instituer, *en Russie*, le régime de la Dictature, si c'était l'unique moyen d'assurer à la Russie bolcheviste la victoire sur ses ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, s'il est encore indispensable de maintenir ce régime, tant pour écraser définitivement les entreprises de contre-révolution, que pour asseoir sur des bases solides le monde communiste.

Pas de confusion, pas d'équivoque et ne confondons pas deux choses qui sont distinctes ; ne soudons pas deux idées qui doivent être nettement séparées.

La Dictature en Russie est un fait ; la Dictature en France... et ailleurs, n'est qu'une théorie. Gardons-nous de conclure d'un fait unique à une théorie générale et définitive.

La Révolution en Russie a éclaté dans des conditions connues et précises ; elle a été amenée par un concours de circonstances déterminées ; elle a eu pour facteurs humains des éléments spéciaux ; elle a traversé des difficultés particulières ; elle a dû se développer dans un pays placé par l'immensité de son territoire, par la nature et la mentalité de sa population, par ses traditions religieuses, sa constitution politique et son

organisation économique, dans une situation et des conditions historiques données. Et, à tort ou à raison, le Parti communiste de Russie a cru devoir, pour sauvegarder les premières réalisations socialistes et en assurer le maintien et le développement, recourir au régime de fer de la Dictature.

Voilà le fait.

Nos communistes de France ajoutent :

« Ici, et partout, les choses se passeront exactement de la « même façon ; on se trouvera, le lendemain de la Révolution, « en face des mêmes obstacles à franchir, des mêmes résistances « à briser, des mêmes difficultés à surmonter. En conséquence, « quelles que soient les circonstances qui amèneront en France « le bouleversement révolutionnaire, quelles que soient les con- « ditions dans lesquelles ce bouleversement se produira, quelle « que soit la nature des difficultés qu'il rencontrera sur sa « route et feront obstacle à son déroulement, il sera absolument « indispensable d'instituer immédiatement, ici comme là bas, « le régime de fer de la Dictature. »

Voilà la thèse.

C'est je le répète, la thèse de la Dictature incorporée *d'avance et quoi qu'il advienne*, dans la doctrine révolutionnaire, thèse faisant partie intégrante de celle-ci et ne devant, *en aucun cas*, en être disjointe.

C'est cette thèse que je déclare fausse et dangereuse ; c'est elle que je veux combattre brièvement, clairement.

Tel est l'objet de ce travail.

II

LA DICTATURE EN FRANCE DU PARTI COMMUNISTE

La situation est révolutionnaire.

La Révolution russe possède une puissance de rayonnement incalculable ; elle possède aussi une force d'exemple incomparable.

S'accomplissant à l'aurore du xx[e] siècle, consécutivement à la plus formidable des guerres, dans une nation qui compte une population énorme répandue sur un territoire immense, cette

Révolution peut être regardée comme l'événement le plus considérable qu'ait enregistré l'Histoire.

L'importance déjà capitale en soi de cette Révolution, se trouve démesurément accrue par la situation politique et économique des Puissances européennes et asiatiques, et tout particulièrement des pays qui ont pris part à la Guerre de 1914-1918.

Cette situation est révolutionnaire.

Le monde capitaliste, qui a cru se sauver ou tout au moins prolonger son existence en déchaînant cette guerre maudite, s'est au contraire perdu par elle et a précipité l'échéance redoutable.

Devant les Pouvoirs publics d'Angleterre, d'Allemagne, d'Autriche, d'Italie, d'Espagne, de France, des Pays balkaniques, de partout, se dressent des problèmes impérieux dont la solution s'impose sous peine de vie ou de mort, dans un laps de temps relativement court.

Face à ces problèmes, nombreux et graves, extérieurs et intérieurs, la classe capitaliste fait preuve d'une incapacité évidente. Leur solution implique la mise en miettes du bloc capitaliste et, partant, une transformation sociale profonde, définitive.

La situation est donc incontestablement révolutionnaire.

Le prolétariat mondial constate le fait ; il fortifie ses positions, il consolide ses organisations de combat ; il se prépare à donner l'assaut décisif et à bâtir sur les ruines du monde bourgeois finissant la Cité communiste de l'avenir.

On conçoit aisément le rôle que dans ces conditions, la Révolution de Russie est appelée à jouer : à la fois *exemple et levier* ; et on saisit sans peine les raisons de l'influence fascinatrice, qu'elle exerce sur les milieux socialistes, syndicalistes et révolutionnaires.

« Frères de tous pays, disent les Russes, débarrassez-vous de « vos exploiteurs. Jetez bas l'édifice capitaliste ; faites ce que « nous avons fait. De toutes nos forces nous vous y aiderons ! »

Ça, c'est *le levier.*

« Frères, puisez dans notre gigantesque mouvement de libé« ration les enseignements qui peuvent vous servir. Empruntez « à nos méthodes ce qu'elles ont de salutaire et d'efficace. Pro« fitez de l'apprentissage que nous avons fait ; prenez modèle « sur nous. Imitez-nous. »

Ça, c'est *l'exemple.*

Et, enthousiasmés, électrisés, grisés par le spectacle prodigieux de ce peuple admirable qui, depuis plus de trois ans, résiste victorieusement à tous ses ennemis et poursuit, avec une

indomptable énergie, son ascension vers le communisme intégral, les communistes de tous les pays tentent de copier le modèle et d'imiter fidèlement l'exemple.

Le Comité de la Troisième Internationale et le Parti Communiste de France déclarent :

1° Qu'à la Dictature de la Bourgeoisie, aussitôt que celle-ci sera culbutée, devra succéder *immédiatement et quelles que soient les circonstances*, une Dictature nouvelle, armée d'un Pouvoir absolu et illimité ;

2° Que le Prolétariat français est incapable d'exercer *lui-même* cette Dictature ;

3° Que le Parti Communiste devra s'emparer *sur l'heure* de cette Dictature ;

4° Qu'en conséquence de ce qui précède, il faut, *dès à présent, préparer et organiser* cette Dictature du Parti Communiste, qui ne prendra fin que lorsque ce Parti jugera à propos d'y mettre un terme.

Examinons succinctement ces quatre déclarations :

Dictature immédiate ?

Dire que la Dictature de la Bourgeoisie devra être remplacée par une nouvelle Dictature, *immédiatement et quelles que soient les circonstances*, c'est franchement, faire trop bon marché de celles-ci et les proclamer secondaires, alors qu'elles sont en réalité de capitale importance.

Il est certain que la Révolution ne se produira pas plus à une époque de tranquillité politique et de calme économique que n'éclate la foudre dans un ciel serein et il n'est pas nécessaire d'être prophète pour prévoir que des troubles économiques et des crises politiques répétés et sérieux seront les annonciateurs du bouleversement révolutionnaire. Mais qui donc pourrait, dès aujourd'hui, indiquer en quoi consisteront ces crises politiques et ces troubles économiques, par quelles causes immédiates ils seront enfantés, de quelle nature ils seront, quels caractères ils prendront, quelle profondeur ils auront ? Qui donc pourrait, dès aujourd'hui, prévoir quelles sont les parties de la population qui en seront le plus atteintes ou le plus émues ? Qui donc pourrait, nul ne sachant à quelle époque ledit bouleversement surviendra, préciser les forces respectives des classes entrant brutalement en violent conflit, le prestige dont disposera encore, à ce moment précis, la classe dirigeante et l'autorité morale qu'aura la classe ouvrière ?

Qui donc pourrait calculer mathématiquement, dès aujourd'hui, l'étendue du terrain que perdra, dès le choc engagé, l'Etat bourgeois et la violence et l'effet utile des coups qui lui seront portés par le prolétariat en révolte ?

Qui donc pourrait, dès aujourd'hui, mesurer judicieusement la portée des premières victoires révolutionnaires jetant fatalement la panique et le découragement dans les rangs de la bourgeoisie et décuplant l'ardeur et la confiance des masses populaires ?

Qui donc encore pourrait, dès aujourd'hui, indiquer, dans le détail, et même dans l'ensemble, sur quels partis, quelles organisations, quels groupements s'appuiera le mouvement révolutionnaire, jusqu'à quel point ces partis et organisations seront d'accord ou divisés, quelles méthodes d'action ils emploieront, etc., etc. ?...

Osera-t-on prétendre que tout cela est sans importance et que, de toutes façons, quoi qu'il en soit et quoi qu'il advienne, il faudra de toute nécessité et, sans tenir aucun compte de ces circonstances, substituer immédiatement une Dictature à l'autre ?

Dans la voie de la Révolution, c'est la Russie qui s'est engagée la première. A qui le tour ? Sera-ce celui de l'Italie, de l'Espagne, de la Hongrie, de l'Allemagne, de la France ? L'équipe russe a le numéro un ! Quel numéro aura l'équipe française ?

C'est encore l'inconnu et pourtant c'est un point entre tous important !

De la Révolution sociale, nous ne savons de manière précise qu'une seule chose : c'est qu'elle est certaine, inéluctable, fatale. Hors cette certitude, tout nous échappe et ne peut être qu'hypothèses plus ou moins raisonnables, prévisions plus ou moins plausibles.

Il est donc insensé de tirer de circonstances encore inconnues, pour le moins indécises et variables, cette conclusion ferme, précise, sans ambage ; l'institution d'une Dictature, armée d'un pouvoir absolu et illimité, sera, aussitôt la période révolutionnaire ouverte, une nécessité indiscutable.

Pour le moment, je ne dis pas qu'il ne faudra, en aucun cas, en aucune circonstance, recourir à la Dictature ; c'est une question que je me propose de débattre plus loin ; mais je dis qu'il est inadmissible que, sans attendre que les événements aient démontré la nécessité de la Dictature, on affirme cette nécessité.

Le prolétariat est-il incapable d'exercer la dictature ?

Le Parti communiste affirme que le prolétariat de France est incapable d'exercer la Dictature.

D'où vient cette incapacité ? Que manque-t-il au prolétariat de ce pays pour être apte à l'exercice de la Dictature ?

Est-ce l'organisation ? Est-ce la compétence ? Est-ce l'esprit communiste ?

La classe ouvrière française n'est pas inorganisée. Elle possède syndicats et coopératives : le Syndicat, groupement des salariés sur le terrain de la production, et la coopérative, groupement des travailleurs sur le terrain de la consommation.

Syndicats et Coopératives sont fédérés et confédérés. Ces deux vastes organismes sont indépendants l'un de l'autre ; mais, d'une part, la presque totalité des éléments qui actionnent la vie coopérative sont les mêmes qui actionnent la vie syndicale ; d'autre part, rien ne sera plus facile, l'heure venue, que d'établir entre l'organisation coopérative et l'organisation syndicale l'entente, j'oserai dire la soudure que, sous régime communiste, nécessiteront les rapports constants entre ces deux termes de la vie économique : production et consommation.

Il est regrettable que coopératives et syndicats n'aient pas atteint le développement qu'ils atteignent en d'autres pays et que comporterait une population de près de quarante millions d'individus ; il est plus regrettable encore que des divisions intestines entravent le développement et la cohésion désirables. Mais, à tout prendre et comparées aux autres groupements, comme, par exemple, les partis politiques, ces deux organisations qui ont le précieux avantage d'être spécifiquement prolétariennes, l'emportent de beaucoup.

Il est vrai qu'elles sont à base fédéraliste et que l'exercice de la Dictature implique une centralisation rigoureuse ; mais — hélas ! — on ne sait que trop que, dans la pratique, les masses syndicales et coopératives se laissent aveuglément diriger par les Comités et Bureaux placés à leur tête.

Ce n'est donc pas à l'absence, à l'insuffisance où à la forme d'organisation du prolétariat qu'on doit faire remarquer la prétendue incapacité de la classe ouvrière à exercer la Dictature.

Est-ce à son incompétence ? Pas davantage. En France, comme ailleurs, la plupart des directeurs d'usines, des ingénieurs, des chefs de service et des techniciens et la totalité de ceux qui, ouvriers et ouvrières, employés et employées, participent personnellement à la production effective et au fonctionnement des administrations publiques et privées, appartiennent au prolétariat.

C'est au sein du prolétariat que se trouvent les compétences et c'est une rareté que de rencontrer un capitaliste proprement dit parmi les spécialistes et les techniciens.

Les capitalistes ne se rencontrent guère que dans les conseils d'administrations des grandes et moyennes sociétés industrielles, commerciales et bancaires, et ces administrateurs ne jouent eux-mêmes, dans ces sociétés, qu'un rôle commercial et financier ; rôle fort important en régime capitaliste, mais nul ou à peu près en régime communiste.

On ne peut donc appuyer sur l'incompétence du prolétariat son inaptitude à exercer la Dictature.

Reste son état d'esprit.

Je le reconnais : la mentalité prolétarienne n'est pas ce qu'elle devrait être ; elle est peu communiste ; elle est peut-être encore moins révolutionnaire.

Presque tous les révolutionnaires de France sont des prolétaires ; mais il s'en faut — hélas ! — que tous les prolétaires soient animés de l'esprit révolutionnaire !

C'est un mal, un mal profond et inquiétant ; et si nous en étions réduits à attendre, pour que s'accomplisse la transformation sociale, que la majorité des prolétaires fût acquise aux doctrines révolutionnaires, notre patience serait soumise à une longue épreuve ; mais nous savons bien que la Révolution sera le fait des minorités agissantes, énergiques et conscientes, entraînant avec elles la multitude et déterminant l'action des masses.

C'est seulement lorsque la besogne d'éducation et le travail d'entraînement du prolétariat seront parvenus à un certain degré que pourra s'engager utilement, je veux dire avec toutes les chances de succès, la bataille suprême.

Jusque-là, rien autre chose à faire que d'éduquer, d'organiser et de préparer la classe ouvrière, en vue de cette bataille.

D'où je conclus que lorsque, sous la poussée des événements, les minorités révolutionnaires en arriveront aux heures tragiques du combat, l'esprit du prolétariat aura été peu à peu saturé de communisme et plus ou moins profondément transformé.

D'où je conclus aussi qu'il est injuste de tenir compte de l'état d'âme actuel du prolétariat pour le déclarer incapable d'exercer la Dictature.

La Dictature du Parti Communiste

Les néo-communistes déclarent que le Parti Communiste devra s'emparer de la Dictature.

Que le Parti Communiste se croie en mesure d'assumer les devoirs et les responsabilités du pouvoir dictatorial et qu'il se proclame, de bonne foi, seul capable d'en exercer les fonctions, je n'en ressens nulle surprise ; il est humain d'exagérer ses mérites et de diminuer ceux d'autrui.

Je reconnais volontiers que l'organisation centraliste du Parti Communiste le prédispose à l'exercice d'une Dictature armée d'un pouvoir absolu et sans bornes.

Mais où sont ses spécialistes, où sont ses techniciens ? Que valent ses compétences ?

Il peut, certes, s'en rencontrer et il est probable qu'un parti qui se chiffre par plus de cent mille adhérents compte des hommes instruits, plus ou moins rompus à l'administration des services publics, plus ou moins entraînés à la gestion des affaires,

plus ou moins familiarisés avec les grands problèmes extérieurs et intérieurs qui dominent la marche des sociétés humaines.

Mais ces spécialistes et techniciens ne représentent qu'une infime minorité, et ils ne paraissent pas jouer, au sein du Parti Communiste, les grands premiers rôles. Ceux-ci sont tenus, comme du reste dans tous les partis politiques, par les plus intrigants, les plus populaires et les plus éloquents.

Savoir écrire et parler, c'est, évidemment, quelque chose ; mais l'éloquence et la littérature ne confèrent pas nécessairement à l'écrivain et à l'orateur les connaissances techniques, l'expérience et la compétence que nécessite la direction d'un pays.

Je n'hésite pas à dire que les spécialistes et techniciens du Prolétariat m'inspirent plus de confiance en leurs capacités et en leurs aptitudes que les hommes politiques, les journalistes et les avocats du Parti Communiste.

Il est vrai que le Parti Communiste ne serait pas obligé de s'en tenir exclusivement à ses propres compétences ; après avoir extrait de son sein toutes celles que contient celui-ci, il pourrait faire appel à celles du dehors ; si cet appel aux bonnes volontés ne suffisait pas à garnir les cadres nécessaires, il aurait la ressource, en vertu des pouvoirs qu'il détiendrait, d'exiger, de mobiliser les concours indispensables ou simplement utiles.

Dans ce cas, qu'il me soit permis de faire observer que cette mesure pourrait être prise par n'importe quel Comité de Dictature et qu'il ne serait pas nécessaire que celui-ci émanât du Parti Communiste.

Mais, au fait, de qui cette Dictature du Parti Communiste tiendrait-elle ses pouvoirs ? De quelle façon et par qui les membres du Comité dictatorial seraient-ils désignés ?

Il est évident qu'ils se désigneraient eux-mêmes ou seraient choisis par le Parti Communiste.

Eh bien ! ne devine-t-on pas les intrigues qui, fatalement, se noueraient ? Ne présume-t-on pas les déceptions, les envies, les irritations que provoqueraient le choix, quel qu'il fût, de ces élus ? Ne pressent-on pas le mécontentement des autres partis et groupements ayant pris à la lutte une part active et se voyant exclus du Comité de Dictature ? N'est-il pas certain que ce sujet de colère, légitime après tout, en semant la méfiance et la désunion dans les masses révolutionnaires, juste au moment où celles-ci auraient le plus besoin de rester confiantes et unies, aurait pour résultat d'affaiblir le mouvement et pour conséquence de compromettre les premières conquêtes de la Révolution, alors que, nous affirme-t-on, le régime de la Dictature aurait pour fin de les sauvegarder, de les consolider et de les étendre ?

Je supplie nos camarades communistes de réfléchir à cela, de

fixer longuement leur attention sur ce danger ; ils ne sauraient en sous-estimer la gravité et la certitude.

Il me semble évident que, *si l'on admet la nécessité d'une Dictature en période révolutionnaire*, il y aurait tout intérêt à ce que cette Dictature ne fût pas exercée par un seul Parti, mais par l'ensemble des groûpements et organisations ayant contribué au renversement de la Dictature bourgeoise. Ce ne serait, somme toute, que la continuation de ce qui se fait aujourd'hui : Comité d'action pour l'amnistie, comité d'action contre la guerre, etc., toutes les fois qu'il s'agit d'un mouvement d'ensemble auquel doivent participer toutes les forces de révolution.

Pouquoi préparer et organiser dès à présent la Dictature ?

Enfin, les néo-communistes affirment l'urgence de préparer et d'organiser la Dictature du Parti Communiste, qui ne devra cesser que lorsque ce Parti estimera qu'elle n'est plus indispensable.

Ce point est l'aboutissant des trois précédents ; il s'amène ici en conclusion logique de ceux-ci ; si on tient la situation pour révolutionnaire, si on estime que la phase du bouleversement social est virtuellement ouverte et peut, d'un jour à l'autre, entrer dans la période aiguë ; si on a la conviction qu'à la Dictature bourgeoise devra immédiatement succéder la Dictature révolutionnaire ; si on considère que le Prolétariat lui-même est incapable d'exercer directement cette Dictature et que le Parti Communiste est appelé à s'en emparer, il est de toute évidence que le Parti Communiste a le devoir de préparer tout de suite et d'organiser sa Dictature.

Néanmoins, pour si logique que soit cette conclusion, elle n'est pas sans provoquer plusieurs observations.

En voici quelques-unes :

Je crains que le souci de préparer et d'organiser cette Dictature n'absorbe une partie de l'activité du Parti Communiste et ne détourne quelque peu ce Parti de son but primordial : l'effort révolutionnaire. Dictateur *en puissance*, chaque membre du Parti Communiste sera instinctivement porté à se spécialiser d'ores et déjà dans les travaux, études et recherches qui se rapporteront aux attributions qui lui seront, un jour prochain, dévolues ou qu'il préfèrera. Ce sera le cas des plus intelligents, des plus instruits, des plus laborieux, des plus actifs et, par conséquent, des meilleurs propagandistes. Je vois celui-ci piocher les affaires étrangères, celui-là l'enseignement, ce troisième les finances, cet autre les transports, cet autre encore l'agriculture ou l'industrie, etc., etc.

Je ne fais pas fi des connaissances ainsi acquises et il se peut qu'au lendemain du chambardement, elles soient utilisées ; mais il n'en est pas moins à redouter que leur acquisition ne prenne une grosse partie du temps et des efforts que ces communistes pourraient et devraient consacrer présentement à la propagande et à l'action immédiate.

Je crains encore que ces communistes ne soient éloignés de l'action elle-même à l'heure où celle-ci sera *tout*, c'est-à-dire à l'heure du bouleversement décisif, par cette pensée que, tels, dans l'armée, les dépositaires du Haut Commandement, se doivent d'être prudents, de se tenir à distance de la mêlée et de risquer le moins possible leur précieuse existence, tels, dans la masse révolutionnaire, les dirigeants se doivent de ne pas prendre part personnellement aux dangereux corps-à-corps et de se réserver pour les fonctions d'importance qui les attendent.

Je crains encore que cette organisation anticipée de l'organisme dictatorial n'arrive à constituer au sein du Parti Communiste une sorte d'aristocratie comprenant les aspirants dictateurs. Dans un parti qui se propose d'abolir les classes et d'abattre les barrières qui les séparent, il serait profondément regrettable que, sous des formes nouvelles, ces classes et ces barrières fussent rétablies.

Inutile d'insister sur ce point. Je crains enfin et par-dessus tout que cette préoccupation constante de préparation et d'organisation de la Dictature n'acclimate dans le Parti Communiste de détestables méthodes de discipline et d'obéissance.

Discipline, discipline ! Je n'ai jamais autant entendu parler de discipline que depuis quelque temps. Jamais je n'en ai entendu faire un tel éloge ni proclamer à tel point la nécessité et les avantages. Parler d'une discipline de fer, c'est-à-dire qui s'impose sans discussion ni restriction, dans un Parti qui exalte la Dictature, c'est naturel et c'est bien là le mal : aux uns, le droit, que dis-je ? le devoir de prendre des décisions et d'en exiger le respect ; aux autres, le devoir, que dis-je ? l'obligation de se conformer à ces décisions, quelles qu'elles soient, les trouvât-on absurdes et néfastes.

Et c'est au sein d'un Parti de révolution qu'on introduirait de telles pratiques, que seraient régulièrement appliquées de telles méthodes ?

Que deviendraient alors l'initiative, la spontanéité, l'originalité, la diversité, qui sont les qualités révolutionnaires par excellence ?

Cette discipline de fer dans un Parti jeune, ardent, c'est le caporalisme avec ses pressions déprimantes déterminant la paralysie des ressorts, la lourdeur des mouvements, la paresse des muscles et l'apathie générale dans l'attente des inspirations et

des ordres qui doivent venir des sphères directrices, seules responsables.

Ce qui est encore plus grave, c'est la dernière phrase de ce quatrième point : la Dictature du Parti Communiste ne cessera que lorsque ce Parti estimera qu'elle n'est plus indispensable.

Autant dire jamais, ou plutôt autant dire : cette Dictature ne cessera que lorsqu'une Révolution nouvelle y aura mis un terme.

Vit-on jamais un régime armé du pouvoir absolu renoncer volontairement à celui-ci ? Vit-on jamais une forme quelconque de l'Etat reconnaître son inutilité et abdiquer de son plein gré ? Est-il raisonnable d'espérer que des dictateurs auront l'idée que le peuple est mûr pour la pleine liberté, qu'il est en possession d'une organisation et d'une morale lui permettant de se conduire à son gré, sans autre direction que celle qui lui plaira de donner à ses propres destinées ? Est-il sensé d'admettre que des dictateurs reconnaîtront que le moment est venu, pour eux, d'abandonner la place et que, modestes, équitables, désintéressés, ils la quitteront bénévolement ?

De telles conjectures seraient en désaccord formel avec toutes les leçons du passé et en contradiction certaine avec le simple bon sens.

Le vrai, c'est que les détenteurs de l'autorité dictatoriale estimeront, jusqu'à la consommation des siècles, que cette autorité conserve un caractère d'indéniable nécessité. Le vrai, c'est que la Dictature rouvrirait le cycle de l'autorité, sapée lentement au cours des siècles et abolie par la Révolution, qu'elle tenterait de se maintenir par tous les moyens à sa disposition, y compris la répression impitoyable, qu'elle résisterait autant qu'elle le pourrait aux revendications populaires et que, pour s'en débarrasser, une nouvelle Révolution serait indispensable.

Faire une Révolution pour renverser une Dictature et s'empresser d'en instituer une autre, ce serait rendre nécessaire une deuxième Révolution pour abattre cette deuxième Dictature.

Celle-ci, une fois culbutée, est-il bien sûr qu'on n'en instaurerait pas une troisième ?...

On voit où nous conduirait ce système.

III

LE RÉGIME DE LA DICTATURE PEUT ET DOIT ÊTRE ÉVITÉ

Serrons de près la question

Il est temps de nous demander si la Dictature dont le Parti Communiste affirme la nécessité, s'impose, comme il le prétend,

avec une force telle que sans attendre les événements il faille la préparer et l'organiser, afin qu'elle soit en état de succéder, presque sans interruption, à celle de la bourgeoisie.

Serrons de près la question ; arrachons cette Dictature aux nuages dans lesquels les communistes se complaisent à l'enfermer. Examinons-la attentivement, minutieusement. Etudions une à une les diverses conditions de nécessité qu'on lui attribue ; soyons précis et clairs.

J'ai interrogé un grand nombre de camarades socialistes et syndicalistes, partisans de la Dictature. Je leur ai demandé sur quoi repose la conviction qu'ils se sont faite et pour quelles raisons le recours à la Dictature leur apparaît inévitable.

De toutes les réponses qui m'ont été faites, il se dégage que, dans la pensée de ces camarades, la Dictature répond aux nécessités suivantes :

a) Nécessité de briser tout retour offensif de la bourgeoisie à l'intérieur ;

b) Nécessité de repousser toute agression venant de l'extérieur ;

c) Nécessité de procéder rapidement à la réorganisation de la vie économique, momentanément paralysée par la phase révolutionnaire ;

d) Nécessité d'acclimater dans la masse, hier encore asservie, le régime de la liberté.

J'ai vainement cherché, en dehors de ces raisons qui m'ont été données par les fervents de la Dictature eux-mêmes, d'autres nécessités. Je n'en ai découvert aucune.

Etudions donc successivement ces quatre nécessités.

Nécessité de briser tout retour offensif de la bourgeoisie à l'intérieur

Il n'est pas douteux que la bourgeoisie ne s'avouera pas vaincue, même après avoir été délogée des positions que, depuis si longtemps, elle occupe. Il est certain qu'elle n'acceptera pas que sa défaite soit radicalement consommée, conservera plus ou moins longtemps l'espoir de réparer ses premiers échecs et mettra tout en œuvre pour reprendre possession du pouvoir.

Elle mettra adroitement à profit tous les sujets — réels ou supposés — de mécontentement ; elle s'évertuera à faire naître, à multiplier et à accroître les difficultés inhérentes à toute période de désorganisation ; elle tentera d'utiliser à son profit les rivalités, les conflits, les animosités qu'auront pu exaspérer les heures de lutte ; elle apportera le plus d'entraves possibles à la reprise de la vie normale ; elle jettera le trouble dans les esprits

et la suspicion dans les cœurs ; elle battra le rappel des intérêts les plus vils, des instincts les plus grossiers et des passions les plus méprisables ; elle tâchera de manœuvrer perfidement les groupements les plus avancés, insuffisamment satisfaits des premiers résultats obtenus ; bref, elle fomentera complots, conspirations, émeutes, insurrections, tout cet ensemble de gestes partiels qui, en raison même de leur tendance à se généraliser, constituent le péril le plus grand que puisse courir un régime encore mal assis.

Je ne conteste rien de ce qui précède ; tout cela, je le reconnais, est parfaitement exact, et il serait d'une impardonnable légèreté de n'en pas tenir compte.

On ne se fait pas faute d'en appeler aux leçons de l'Histoire, et celle-ci nous apporte, en effet, une abondante moisson de faits établissant la preuve que le danger des retours offensifs n'est pas imaginaire, qu'il est positif et pressant.

Seulement, — et ce seulement est de la plus haute importance — ces attestations de l'Histoire ne s'appliquent pas, mais là pas du tout, au cas qui nous occupe.

Les événements qu'on a coutume de qualifier de « Révolution » dans le passé sont très inexactement qualifiés ainsi. Ils n'ont apporté que des changements superficiels à la marche des sociétés humaines ; ils n'ont affecté que la surface, les apparences et les étiquettes ; ils n'ont pas bouleversé le fonds même des choses ; ils ont respecté ces deux principes : Etat et Propriété, qui, depuis des temps immémoriaux, sont les fondements sur lesquels reposent tous les rapports d'individu à individu et de collectivité à collectivité.

S'il devait en être ainsi de la Révolution de demain, ce ne serait vraiment pas la peine que nous lui donnassions si allègrement toutes nos forces.

Les révolutions d'hier — continuons à les qualifier de la sorte — laissaient les choses en l'état ; elles ne démolissaient rien. Le lendemain, tout comme la veille, il y avait des gouvernants et des gouvernés, des maîtres et des asservis, des privilégiés et des déshérités, des riches et des pauvres ; il y avait un gouvernement, une police, une armée, une magistrature, des prisons tout, absolument tout comme devant. L'Autorité et la Force avaient changé de coterie, de clan ou de caste ; elles se trouvaient en de nouvelles mains ; mais elles étaient toujours là, debout, tyranniques et persécutrices.

On conçoit qu'alors il était facile aux désarçonnés de la veille de se hisser à nouveau sur le cheval après en avoir culbuté ceux qui s'étaient récemment mis en selle : le cheval n'avait pas été abattu, il était là tout prêt à recevoir le cavalier ayant l'audace de le monter.

On comprend que le gouvernement de la nation ayant simplement changé de titulaire, le titulaire nouveau pût à son tour

être renversé par l'ancien : le gouvernement était toujours debout. Il ne faut pas non plus oublier que ces pseudo-Révolutions laissaient régulièrement en place — à l'exception des plus hauts fonctionnaires — ceux qui sous-dirigeaient les grands services publics, ceux qui sous-régissaient les grandes administrations et qu'ainsi la multitude des fonctionnaires qui encombraient la bureaucratie, était inchangée. Au sein de ces services, de ces administrations, de cette foule de gratte-papiers qui composent la pullulante armée des ronds-de-cuir de tous rangs et de toutes conditions, persistaient les mêmes traditions, les mêmes routines, les mêmes abus, les mêmes désordres.

C'est à peine si ces gens-là, chargés pourtant d'assurer la marche régulière du char de l'Etat, s'apercevaient qu'eussent été changés ceux qui en tenaient les rênes.

Quels intérêts auraient pu les animer en faveur des maîtres nouveaux de préférence aux anciens ? Pourquoi auraient-ils pris la défense du nouveau gouvernement ? Souvent, au contraire, ils se prenaient à regretter les chefs dégommés, au caractère et aux habitudes de qui ils étaient assouplis, par une déjà longue servilité.

Aussi, au lendemain d'un de ces mouvements qu'on a indûment appelés *Révolution*, retrouvait-on le même état d'esprit que la veille. Circonstance éminemment propice au succès des retours offensifs dont il s'agit.

Mais la Révolution qui vient sera tout autre, ou elle ne sera pas. Elle brisera, entre les mains de la Bourgeoisie les Pouvoirs publics qui font sa force ; elle expropriera la classe capitaliste des richesses qui sont à la base de sa toute-puissance.

Sur ce programme de Révolution, socialistes, syndicalistes, communistes et anarchistes sont, je pense, d'accord.

Eh bien ! nous supposons que cette Révolution est victorieuse; la Dictature de la Bourgeoisie est par terre ; le programme d'expropriation politique et économique de la classe capitaliste par la classe ouvrière est réalisé. Il ne reste plus rien des institutions sur lesquelles la Bourgeoisie avait étayé ses privilèges et édifié son règne : Gouvernement, parlement, magistrature, police, armée, toute cette armature de despotisme, de répression et de massacre qui avait pour véritable et unique but de perpétuer le régime a été détruite : Elysée, Luxembourg, Palais - Bourbon, Ministères, Préfectures, Palais de Justice ont été nettoyés de la population qui les occupait ; tout a été assiégé par le peuple enfin révolté ; tout est aux mains des insurgés. Les travailleurs ont pris possession des usines, des ateliers, des magasins, de la terre, du sous-sol, des moyens de transport, des grandes administrations, des grands établissements de crédit, des études de notaire, des journaux ; ils ont jeté aux quatre vents les titres de propriété et dépossédé les riches de ce qui faisait leur orgueil et leur domination ; ils

ont confisqué, au profit de tous, tous les produits, tous les stocks, toutes les valeurs, toutes les richesses, toutes les ressources, monopolisés jusque-là par une minorité de proie et d'accaparement.

C'est bien la Révolution cela ? Encore une fois, je pense que socialistes, syndicalistes, communistes et anarchistes sont unanimes à reconnaître que c'est ça la Révolution qui vient ?...

Et cette œuvre une fois accomplie, nous aurions besoin d'une Dictature pour parer à l'éventualité des retours offensifs que pourrait tenter la classe capitaliste vaincue ?

Cette éventualité ne saurait être prise au sérieux.

Raisonnons froidement.

Aujourd'hui, la Bourgeoisie possède tout, elle dispose de tout; Gouvernement, Parlement, Magistrature, Armée, Police, Prisons, Journaux, Administration, Capital, tout est entre ses mains.

Et voici que la Révolution éclate ; l'élan, la violence, l'ampleur, la puissance de cette Révolution sont tels que, malgré toutes les forces qu'elle tient en réserve, la Bourgeoisie est vaincue. Elle est chassée du pouvoir, délogée des palais et forteresses qu'elle occupe, dépouillée de ses biens ; ses chefs sont réduits à l'impuissance, morts ou en exil. Elle est expropriée de ce qui était le secret de sa force : le capital et l'instrument de sa domination : l'Etat.

Elle n'a plus ni le gouvernement qui terrorise, ni la presse qui ment, ni l'or qui corrompt.

Hier, elle était tout, elle pouvait tout ; aujourd'hui, culbutée, renversée, abattue, elle n'est rien, elle ne peut rien.

Et, n'ayant pu résister quand elle était en pleine puissance de tous ses moyens, elle serait encore redoutable après son écrasement ?

Si, en pleine force, debout, elle n'a pas pu défendre et conserver la situation qu'elle occupait, par quel *miracle* veut-on que, en pleine faiblesse et par terre, elle soit en mesure de reconquérir la situation perdue ?

Une telle supposition est invraisemblable ; elle ne pourrait devenir raisonnable que dans les cas que voici :

Premier cas. — La Révolution n'a pas été totalement victorieuse ; quoique bien engagée, la lutte s'est arrêtée à mi-chemin. Hésitation, manque d'énergie et d'audace, résistances imprévues, défection des éléments modérés, pusillanimité des meneurs ? Ceci, cela et un peu de tout ce qui précède ont empêché le mouvement d'aller jusqu'au bout.

La Bourgeoisie est sortie sérieusement affaiblie de cette rencontre, mais pas totalement abattue ; un temps d'arrêt plus ou moins long se produit ; les deux adversaires réparent leurs pertes, reconstituent leurs forces et se préparent à de nouveaux chocs.

Dans ce cas, oui : un retour offensif de la Bourgeoisie ébranlée mais non abattue est à redouter.

Seulement, dans ce cas, les termes du problème que j'étudie sont à reviser du tout au tout. Car il ne saurait être question de substituer la Dictature du Parti Communiste à celle de la Bourgeoisie qu'*après* le renversement de celle-ci : l'héritier ne prend la suite, n'entre en possession de l'héritage qu'*après décès*.

Je pourrais donc m'en tenir là et ne pas pousser plus avant l'examen de ce premier cas.

Mais, les événements pouvant se dérouler ainsi que je viens de le dire, je ne me contente pas de cette réponse qui pourrait passer pour être un moyen facile de tourner la question. Je poursuis.

Dans le cas qui nous occupe, que conviendra-t-il de faire pour parer au péril et le dissiper ? Le mieux sera-t-il de recourir à la Dictature — Dictature du Parti Communiste — et de s'en remettre à celle-ci du soin d'aviser et de faire le nécessaire ?

Le Comité de Dictature que fera-t-il, que pourra-t-il faire ? C'est tout ce qu'il y a de plus facile à prévoir ; estimant que le Prolétariat est trop affaibli par la première phase de la bataille pour continuer celle-ci, ce Comité entrera en pourparlers avec l'ennemi de classe. Les tractations étant engagées, les révolutionnaires resteront l'arme au pied et cette inaction, si peu qu'elle dure, amènera rapidement chez eux la lassitude et le découragement. Il est certain que les représentants de la Bourgeoisie feront traîner en longueur les négociations ; pendant ce temps, les bourgeois et leurs tenants se remettront de la peur qu'ils auront eue ; ils reprendront confiance ; par leurs agents, ils sèmeront dans les rangs des révoltés la division et la méfiance ; ils agiront par la terreur et par la corruption et ils ne tarderont pas à regagner le terrain perdu... à moins qu'entre les négociateurs s'établisse une sorte d'accord aboutissant à l'instauration d'un régime bâtard, à l'établissement d'une Dictature mixte, qui ne serait ni celle de la Bourgeoisie, ni celle du Prolétariat, mais qui, de toutes façons, équivaudrait à l'avortement de la Révolution.

Résultat : la Dictature qui, dans la pensée de ceux qui la proposent, a pour but d'assurer le salut de la Révolution, aurait amené la perte de celle-ci !

Alors, que faire ?

D'abord, se garder de toute mesure dont la conséquence serait d'apaiser la tempête, de diminuer l'enthousiasme et d'arrêter l'élan révolutionnaire.

Quand la foule s'est mise en mouvement, quand elle est entrée résolument dans l'action, quand elle est soulevée par la nécessité de vaincre ou de mourir, la temporisation est la plus lourde des fautes ; biaiser, tergiverser, c'est presque trahir.

La masse dont on a coutume de dire qu'elle est ignorante

et lâche, recèle, en période de profonde agitation, un instinct de divination et une vaillance dont les insurrections passées ont fait maintes fois la preuve.

C'est par elle, oui, par la multitude profonde, anonyme, qu'ont été, aux rares heures d'insurrection, accomplis les gestes les plus en accord avec le but poursuivi.

Après l'action, la multitude, confiante, ayant le respect des chefs et croyant à la mission et à la nécessité des maîtres, s'est constamment laissé dépouiller des fruits de la victoire ; mais c'est à elle que reviennent l'honneur et le mérite de cette victoire.

Bien plus encore que dans le passé, l'action des masses sera décisive dans la Révolution attendue. Cette Révolution une fois commencée, le mieux sera certainement de laisser les masses la continuer et la pousser jusqu'à sa conclusion.

Encouragée par les premiers succès, forte des résultats déjà obtenus, galvanisée par l'augmentation de sa force et l'affaiblissement de la force opposée, en vertu même de l'élan donné, de la vitesse acquise, elle poursuivra le cours de ses exploits et ne s'arrêtera que lorsqu'elle aura brisé définitivement toutes les résistances.

Deuxième cas. — La Révolution est restée maîtresse du champ de bataille ; le régime capitaliste a vécu ; nous le supposons.

Mais la Dictature du Parti Communiste ayant remplacé la Dictature de la Bourgeoisie, la situation matérielle des prolétaires ne s'est pas sensiblement améliorée. Les pauvres sont restés parqués dans les quartiers malsains et les taudis ; les travailleurs sont astreints à une journée plus longue et à une tâche plus pénible qu'avant, en échange de quoi ils sont condamnés à des privations plus lourdes que jamais. Les syndicats sont bridés, les réunions interdites, la presse indépendante supprimée ; la police est plus puissante et plus odieuse que dans le passé ; les prisons sont bondées ; c'est la Terreur.

Bref, les espoirs fous que le triomphe de la Révolution avait fait naître sont cruellement déçus, la liberté que le peuple croyait avoir conquise et méritée par son effort victorieux, lui est plus que jamais ravie ; les bienfaits matériels dont la masse escomptait le profit ne lui sont pas accordés. La condition des prolétaires ne s'est pas améliorée, elle a, au contraire, empiré.

Dans ce cas, oui : un retour offensif de la réaction bourgeoise est à craindre et possible.

Est-ce la Dictature qui l'empêchera ? Evidemment non ! Puisque c'est la Dictature qui le provoquera par ses décrets, ses arrêtés, ses prohibitions, ses mesures, sa discipline de fer, son terrorisme de gouvernement !

Qu'au lendemain de la Révolution s'ouvre une période de gâchis, de gaspillage, de désordre, de violence, de restrictions

nécessaires, jusqu'à la reprise de la production et l'établissement de l'ordre dans la répartition de toutes choses : alimentation, vêtements, habitat, etc., je n'en disconviens pas.

Mais pourquoi s'en fier à la Dictature de la charge de rétablir la tranquillité, l'ordre, le travail, la rationnelle et équitable répartition ?

Ceux qui, aux heures les plus troublées, auront pris les initiatives utiles, donné les exemples nécessaires, inspiré, dirigé et exécuté les mouvements décisifs, n'auront-ils pas, plus et mieux que quiconque, qualité pour inspirer confiance à la masse, lui servir de guides et de conseils, lui faire comprendre et admettre les nécessités du moment ? Ne seront-ils pas mieux placés que tous les mouchards officiels pour être mis au courant des mille manœuvres : calomnies, fausses nouvelles, bruits alarmants, conspirations, complots, etc., par lesquelles la réaction capitaliste tenterait d'étrangler la Révolution ?

Restant en contact avec la foule, vivant au milieu d'elle, partageant son sort, ses espérances, ses appréhensions, ses colères, ses haines et ses conditions d'existence, demeurant étroitement et incessamment liés à leurs groupes, et tous ces groupes eux-mêmes restant en liaison constante, ces militants agiront cent fois plus et mieux contre les essais de restauration bourgeoise que tous les dictateurs du monde.

Sans dictateurs, les masses prolétariennes auront conscience qu'elles écrivent elles-mêmes leur propre histoire, qu'elles dirigent elles-mêmes leurs propres destinées, qu'elles assument toutes les responsabilités, que le salut de la Révolution est entre leurs mains.

L'important, l'indispensable sera, au cours de ces jours décisifs, de rendre tangibles pour tous les bienfaits de la Révolution ; l'essentiel sera que les bourgeois sentent et que les travailleurs constatent que tout est changé.

Que la masse qui peine aujourd'hui pour le compte des profiteurs, qui produit les richesses et croupit dans la misère, qui est opprimée, brimée, muselée, persécutée, ait conscience que si elle travaille, c'est pour elle, qu'elle est libre et qu'elle a réduit à l'impuissance ses oppresseurs ; que les ouvriers s'installent dans les immeubles confortables qu'ils ont construits, qu'ils s'emparent des moyens de production qu'ils ont coutume d'actionner : terres et usines. Et, alors, je mets au défi l'infime minorité capitaliste de reprendre possession de ses propriétés terriennes, de ses usines, de ses immeubles et de son pouvoir.

Troisième cas. — Mettons les choses au pire : supposons que la Révolution triomphante se débatte contre les pires difficultés ; admettons que, voyant le nouveau régime aux prises avec ces pires difficultés, la classe capitaliste dirige contre ce régime

un effort suprême, et voyons si la Dictature pourra dresser la digue contre laquelle viendra se briser l'assaut.

Il faut rappeler ici brièvement que la Dictature, c'est le maintien de l'*Etat* et de tous les rouages, excessivement compliqués et solidaires, indispensables au fonctionnement de cette monstrueuse machine. C'est le Pouvoir Exécutif, Législatif et Judiciaire debout ; c'est toute l'organisation policière, militaire, administrative et bureaucratique se survivant.

Etat, pouvoir, organisations seront aux mains des dictateurs nouveaux, me dira-t-on. J'en conviens ; mais ils joueront, dans la nation, le même rôle, garderont le même prestige, useront des mêmes pratiques et conserveront, à peu de chose près le même personnel que leurs prédécesseurs.

Ce que je ne parviens pas à comprendre, c'est qu'il ne saute pas aux yeux des moins perspicaces que c'est précisément ce maintien de tout l'étatisme bourgeois (centralisation à outrance) qui porte en soi, et manifestement, la menace que la Dictature a pour objet de conjurer.

C'est pourtant une certitude qui a la valeur d'un axiome.

Il est évident que, aussi longtemps que l'Etat perdure, il suffit d'un coup de force, d'une surprise pour que les détenteurs en soient changés. Si la Révolution chasse du pouvoir la bourgeoisie pour y installer le prolétariat, la contre-révolution peut, à son tour, en déloger le prolétariat pour y ramener la bourgeoisie.

C'est l'histoire d'une forteresse perdue et reprise, d'une citadelle qu'on est contraint d'abandonner momentanément, mais qu'on reprend ensuite. C'est tout l'enjeu de la bataille misé sur une seule carte. Voilà le danger.

Qu'on en croie les anarchistes : le meilleur, l'unique moyen d'empêcher la bourgeoisie de reprendre la citadelle du pouvoir, c'est de raser de fond en comble cette citadelle.

Je tombe d'accord que, la citadelle ayant été démolie, la classe capitaliste en serait quitte pour la réédifier ; mais ce serait, on en conviendra, une opération autrement longue et ardue, dont, par conséquent, la réussite serait autrement scabreuse et malaisée.

Nécessité de repousser toute agression venant de l'extérieur

L'assaut contre-révolutionnaire peut venir de l'extérieur : les gouvernements capitalistes, voyant d'un mauvais œil l'émancipation d'un peuple, peuvent se concerter et diriger contre ce peuple leurs forces combinées.

Cette *Sainte-Alliance* des Etats bourgeois a fait courir à la Révolution russe les dangers les plus sérieux, et tout donne à penser que, si le prolétariat français suivait l'exemple de la

Russie, les puissances vivant sous le régime capitaliste n'hésiteraient pas à intervenir et à user de toutes les ressources dont elles disposent pour rétablir en France le régime capitaliste.

Cette éventualité est, en effet, fort probable, parce que certaine. Il en résulterait un péril grave, mais dont les événements peuvent seuls donner la mesure.

J'en suis attristé et honteux pour les révolutionnaires de France, mais j'en fais l'aveu très franchement : je ne pense pas que notre pays soit appelé à accomplir le premier — après la Russie, bien entendu — sa Révolution. Je crois que certains pays, par exemple l'Italie, l'Espagne, la Hongrie et même l'Allemagne, précéderont la France sur la route de la Révolution.

L'événement justifiera-t-il cette prévision ? Je ne saurais le dire.

Ce qui n'est pas contestable, parce que c'est mathématique, c'est que plus la France se laissera devancer dans la voie révolutionnaire, plus s'atténueront la menace et la gravité d'une agression venant de l'extérieur.

Il est même certain que, dans le cas où le prolétariat français ne se débarrasserait du régime capitaliste qu'après la chute de ce régime dans les nations que je viens de citer, non seulement le péril extérieur serait presque réduit à zéro, mais encore que, s'il éclatait, les prolétariats déjà libérés voleraient au secours du prolétariat français attaqué, et le concours que celui-ci recevrait de ceux-là contrebalancerait largement les forces d'agression dirigées contre la France révolutionnaire.

Une autre considération dont il est raisonnable de se pénétrer, c'est que, dès à présent chaque gouvernement est obligé, et il le sera de plus en plus, de compter avec les menaces de révolution qui grondent au cœur de chaque pays, d'où il résulte que le temps est proche où ces menaces seront telles, que chaque gouvernement aura assez à faire de maintenir l'ordre chez lui et devra renoncer au désir de rétablir l'ordre chez les autres.

Enfin, il est convenable de constater que si la révolution russe a eu à repousser, entre autres attaques, l'assaut furieux de la République française, le prolétariat français, accomplissant à son tour, sa propre libération, n'aurait pas à redouter que la Russie révolutionnaire marchât contre lui et qu'il pourrait, au contraire, escompter tout l'appui de Moscou.

Mais je fais table rase de ces multiples considérations que je ne pouvais cependant pas passer sous silence et qui ne me paraissent pas sans valeur et je suppose que la Révolution Sociale éclate sous peu dans notre pays, qu'elle y triomphe et que les Etats capitalistes lui fassent la guerre.

Certainement, il ne viendra à la pensée d'aucun révolutionnaire que, dans ces conditions, il faille laisser notre frontière ouverte à l'invasion.

Le pays aura cessé d'appartenir à une classe ; il appartiendra à tous ; nous en serons tous les copropriétaires. Grâce à un effort prodigieux, nous aurons renversé un gouvernement oppressif ; nous serons devenu, un peuple vraiment libre et qui aura l'inébranlable volonté de vivre en paix avec tous les autres peuples.

Or, voici que, dans l'hypothèse que j'envisage, nous sommes attaqués ; on veut nous replacer sous le joug, en anéantissant le communisme que nous venons de fonder et en rétablissant le régime de servitude et d'exploitation que nous avons aboli. Nous nous défendons ; nous sommes résolus à repousser l'envahisseur et à y consacrer toute notre intrépidité, toutes nos ressources, toutes nos forces.

La question étant ainsi posée, reste à la résoudre.

Evidemment, la violence ne peut être combattue que par la violence et l'armée d'agression ne peut être repoussée que par l'armée de défense intérieure.

Il faudra donc sans perdre un jour, rassembler et organiser celle-ci.

L'abominable guerre de 1914-1918 nous a valu la triste expérience des problèmes que soulève l'état de guerre et des impérieuses nécessités qu'il implique.

Nous savons donc qu'il faudra, d'urgence, mettre sur pied toutes les forces vives et les réserves de la nation, organiser l'ensemble de ses forces et de ses réserves, introduire la cohésion, l'ordre et la discipline, dresser un plan bien conçu pour l'offensive et pour la défensive, assurer la marche régulière de tous les services de l'avant et de l'arrière: transports des troupes, du matériel et des munitions, ambulances et hôpitaux, liaisons, ravitaillement civil et militaire ; instituer les divers organes du commandement, etc., etc.

Il sera prudent, en prévision de l'agression extérieure dont je parle, de conserver et de mettre en réserve l'immense matériel et le formidable outillage de guerre dont les armées sont présentement pourvues.

Si cette agression a lieu, il est évident qu'elle ne se fera pas attendre, qu'elle suivra de très près la Révolution. L'instruction militaire de la nation et son outillage de guerre en seront donc au point où ils en seront à la veille du chambardement social. Le commandement subalterne possédant encore ses cadres presque au complet ; seul, le haut commandement fera défaut.

Les casernes seront vides de soldats, c'est vrai ; mais ceux-ci seront dans leurs foyers et, soit que leurs armes et leur équipement leur aient été laissés, soit que celui-ci et celles-là aient été mis en réserve, armes et équipements seront prêts.

L'armée rouge de France ne manquera donc de rien de ce qu'il faut pour être en état de se battre : matériel, munitions, équipement, soldats et cadres ; à l'exception de quelques milliers

d'officiers appartenant aux grades supérieurs, qu'il sera, du reste facile de remplacer, cette armée sera au complet.

Un appel aux armes enflammé fera fonction d'ordre de mobilisation. *La Patrie en danger* — et ce sera bien véritablement *la Patrie* — sommera tous ses enfants de se lever pour la sauvegarde des biens et de l'indépendance de la Nation et pour la défense du sol et du patrimoine appartenant à tous.

Il n'est pas permis de douter de l'accueil qui sera fait à cet appel de *la Patrie*, c'est-à-dire de *la Révolution en danger*. Tout ce que la terre de France compte d'êtres valides se lèvera en masse ; la frontière se couvrira rapidement — tous les moyens de transport étant, dans ce but, mis à contribution — de défenseurs intrépides, bien équipés, solidement armés, fortement outillés en matériel et en munitions, prêts à mourir plutôt que de reculer.

O ardeur incomparable de combattants soulevés par l'enthousiasme le plus pur et galvanisés par la plus sainte des causes, quels prodiges n'accompliras-tu pas ?...

Qu'on se rappelle 1792 !

La Révolution Française était, alors, attaquée, à la fois, par des provinces entières restées attachées à la Monarchie et à l'Eglise et par les vieilles et solides armées de l'Europe coalisée, troupes commandées par les capitaines les plus réputés, aguerries par de longues et multiples campagnes, pourvues des armements les plus perfectionnés de l'époque.

Il fallut improviser la défense contre les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur ; il fallut placer à la tête de ces combattants qui n'avaient jamais fait la guerre des généraux de 25 ans qui n'avaient jamais exercé le commandement. Et ces chefs se révélèrent comme des stratèges consommés et ces combattants furent d'incomparables soldats, et il y eut, en haut, au centre et au bas, de ces armées sorties spontanément du sol qu'il s'agissait de défendre, une telle ardeur, un tel feu, une telle intrépidité que, pour ceux qui admirent les exploits militaires, cette époque reste la plus merveilleuse et la plus admirable épopée guerrière qu'ait connue l'Histoire.

Cette épopée se renouvellerait, qu'on n'en doute pas, si la Révolution de demain — sociale celle-là, et ce serait le secret de sa force — avait à lutter contre l'Europe capitaliste.

Et, pour cela, serait-il nécessaire d'instituer le régime de la Dictature ? — Pas le moins du monde.

Certes, il faudrait des chefs pour diriger l'ensemble des mouvements, pour assurer le fonctionnement ordonné et méthodique de tous les services, pour relier comme il serait nécessaire toutes les unités de combat, pour organiser la continuité, en bon ordre, de l'effort à réaliser.

Ces chefs existent pour la plupart ; on les trouverait assurément dans les cadres déjà existants de l'armée sur le pied de

guerre ; et puis la race des Hoche, des Marceau, des Kléber n'est pas morte et, dans une armée révolutionnaire, la jeunesse, l'ardeur, la décision, la rapidité du coup d'œil sont des qualités qui compensent avantageusement les capacités que la faveur et l'ancienneté attribuent le plus souvent aux *Culottes de peau* vieillies dans la carrière.

Au pis-aller et dans le cas seulement où la nécessité absolue en serait démontrée, l'*Armée rouge elle-même* pourrait conférer momentanément aux techniciens et chefs militaires des pouvoirs exceptionnels *clairement définis et strictement limités* aux opérations de guerre et devant cesser, *d'office*, avec la guerre elle-même.

La guerre terminée, ces techniciens et ces chefs rentreraient dans leurs foyers au même titre et en même temps que tous les autres combattants et redeviendraient de simples camarades.

En somme, ils n'auraient fait que remplir un mandat précis, une mission déterminée, ainsi qu'en rempliront, quand il le faudra, les techniciens, spécialistes et délégués civils.

De cette solution à l'institution de la Dictature, il y a loin.

Ajouterai-je que le régime de la Dictature comporte l'existence d'une armée permanente, de cadres réguliers, d'un budget militaire, de professionnels de la guerre, d'une industrie *ad hoc* ; que cette armée permanente perpétuerait l'esprit de corps, les habitudes de caserne et la mentalité soldatesque ; toutes choses extrêmement dangereuses sous régime communiste et en complet désaccord avec l'idéal égalitaire et internationaliste que la Révolution doit transformer en vivante réalité ?

La solution que je propose a l'immense avantage d'écarter toutes ces conséquences. C'est un résultat qui n'est point à dédaigner.

Nécessité de réorganiser la vie économique

Je pense avoir démontré que la défense de la Révolution, tant contre les entreprises de l'intérieur que contre les agressions de l'extérieur ne nécessite pas la Dictature.

Nous allons voir, maintenant, si cette Dictature est indispensable à la réorganisation de la vie économique fatalement bouleversée par la Révolution sociale.

Ceux qui proclament la nécessité de la Dictature et qui déclarent que le Prolétariat n'est pas capable de l'exercer lui-même, sont logiques en revendiquant pour le Parti communiste — qui est le leur — le Pouvoir Dictatorial.

Je prie le lecteur de se rappeler ou de relire ce que j'ai dit dans le chapitre qui a pour titre : « *Le Prolétariat est-il incapable d'exercer la Dictature ?* »

Quand il aura relu ces pages, il sera, je crois, obligé de convenir que, pour la réorganisation de la vie économique, le Prolétariat est autrement indiqué, grâce à ses syndicats et à ses coopératives fédérés et confédérés, que le Parti Communiste.

A la réflexion, nos camarades communistes reconnaîtront eux-mêmes qu'il en est ainsi.

Et alors, que fera leur Comité de Dictature ?

De deux choses l'une : ou bien il abandonnera aux travailleurs eux-mêmes, à leurs organisations coopératives et syndicales, le soin de réorganiser sur les bases nouvelles la vie économique du pays ; ou bien, passant par-dessus la tête de ces organisations et se bornant à les utiliser dans la mesure et dans les conditions qu'il jugera convenables, ce Comité de Dictature organisera lui-même la production, les transports, les échanges et la répartition.

S'il abandonne à la classe ouvrière la charge de cette réorganisation de la vie économique, il devient impossible de prétendre que la Dictature du Parti Communiste est justifiée par les nécessités économiques.

Je n'ai pas besoin d'insister.

Et s'il passe par-dessus la tête des Syndicats et des Coopératives, c'est la mise en tutelle du Prolétariat, c'est la subordination du pouvoir économique au pouvoir politique, à moins que ce ne soit la guerre entre celui-ci et celui-là.

C'est, en fin de compte, cette réorganisation de la vie économique, déjà fort difficultueuse en soi, rendue bien plus malaisée encore.

En l'espèce, et une fois de plus, la Dictature du Parti-Communiste irait directement à l'encontre du but qu'on veut lui assigner.

Reste à indiquer de quelle façon pourrait reprendre la vie économique de la France communiste *sans aucune Dictature.*

J'emploie intentionnellement le mot « *indiquer* », pour bien marquer qu'il s'agit ici de simples indications, de points de vue qui n'ont pas un caractère inflexible et qu'on pourra toujours, le cas échéant, abandonner, amender, rectifier, perfectionner.

La vie économique comprend : la production, l'échange et la répartition. Ce qui engendre l'état chaotique et désordonné de la vie économique actuelle, c'est qu'elle repose sur le profit, la spéculation et l'accaparement dont vit la classe capitaliste et dont meurt la classe ouvrière.

En supprimant l'accaparement, la spéculation et le profit, le Communisme libertaire tarit les sources du désordre économique et, du même coup, établit l'ordre.

L'ordre, en Communisme, c'est que tous les besoins de la population soient satisfaits, à commencer par les besoins matériels : nourriture, habitation, vêtement.

Ces besoins primordiaux essentiels, une fois satisfaits, l'ordre exige que les autres : besoins intellectuels et moraux, le soient aussi, au fur et à mesure des possibilités, et le plus largement.

Le scandale, l'iniquité, le crime, en régime capitaliste, c'est : d'une part, que les travailleurs produisent tout et que les parasites ne produisent rien ; c'est, d'autre part, que les conditions d'existence des producteurs soient presque misérables et que les parasites vivent dans l'aisance, le confort et le luxe.

En régime communiste libertaire, la Justice, l'Ordre, le Bien, ce sera que : d'une part, tous ceux qui, par leur âge et leur état de santé, seront à même de travailler, collaborent à la production et que, d'autre part, la production ainsi obtenue par l'effort commun, soit équitablement répartie selon les besoins de chacun.

Production d'abord, répartition ensuite, tels sont les deux rapports que le problème économique a pour objet d'équilibrer. Il en existe, pourtant, un troisième : transport des produits sur les lieux où ils doivent être répartis.

Lorsque la production sera suffisante, lorsque, par l'industrie des transports, elle sera régulièrement dirigée sur les lieux où le besoin s'en fera sentir ; lorsque, parvenus à destination, les produits seront équitablement répartis, l'ordre règnera et la vie économique sera organisée comme il sied.

Je travaille à être surtout simple et précis, car, de tous les problèmes que, la Révolution faite, le Communisme libertaire aura à résoudre, le problème économique est à la fois le plus pressant et le plus grave.

Je dis d'abord que la production doit être *suffisante*. Il faut donc avant tout, connaître exactement le chiffre de la population. C'est facile. Il faut ensuite déterminer approximativement les besoins de cette population. C'est également facile.

Ces deux chiffres : nombre d'habitants et besoins de la population, peuvent être rapidement établis dans chaque commune ; la commune peut les transmettre sans retard à la région et la région les communiquer au bureau chargé de grouper ces chiffres et de les totaliser.

Cela peut être l'affaire de quelques jours.

Ces totaux étant établis, il suffira d'en dégager la somme et la diversité des produits à obtenir.

Parallèlement au recensement de la population, peut se faire le recensement de tous les moyens de production : commune par commune, région par région, et les résultats de ce recensement peuvent être promptement transmis au bureau qui est chargé de les recueillir.

Les totaux groupés ainsi, nous serons en mesure de connaître ce qu'il faut produire et de quels moyens de production : sol, animaux, machines, etc., nous disposons pour obtenir cette production.

Parallèlement enfin, peut se faire, toujours commune par

commune, et région par région, le rencensement des travailleurs, par série, âge et catégorie.

Les résultats de ce recensement peuvent être rapidement transmis au bureau central chargé de les grouper.

Je répète que ce travail peut être achevé en quelques jours. Il n'exige pas de compétence particulière, ni de connaissances spéciales. Les bonnes volontés suffiront à cette besogne.

Je suppose que c'est fait.

Nous voilà donc en possession de tous les renseignements nécessaires : besoins de la consommation, état des moyens de production dont on dispose, sexe, âge, profession des travailleurs qui utiliseront ces moyens de production.

Les trois bureaux qui ont groupé et totalisé ces chiffres se réunissent et une commission est choisie, à l'effet d'organiser la production elle-même.

Certains produits seront déficitaires ; d'autres seront en surabondance.

La tâche première de cette commission sera de rétablir l'équilibre en réduisant les uns et en augmentant les autres.

Sa seconde mission sera d'assurer à chaque commune ou région les matières premières, les semences, les engrais, les combustibles, les machines, etc., dont elle aura besoin.

Sa troisième mission sera de faire connaître aux régions et aux communes intéressées le montant des produits qu'elles auront réalisés.

Sa quatrième mission sera de s'entendre avec les travailleurs du transport pour la circulation régulière et intelligente, à travers le pays, des matières premières, semences, engrais, combustibles, outillage nécessaires à la production, et de tous les produits eux-mêmes, conformément aux exigences de la consommation.

Il va de soi que cette commission d'économie nationale n'aura, pour simplifier et accélérer ces divers travaux, qu'à en confier le soin à des sous-commissions.

Il va de soi enfin, que cette commission sera composée des techniciens et des spécialistes les plus aptes à mener à bien le travail dont ils auront à s'acquitter et que, selon les circonstances, les membres de cette commission seront changés le plus souvent possible, afin que, d'une part, ils ne forment pas, à la longue, une caste à part, supérieure et inamovible et que, d'autre part, le plus grand nombre possible de commissions soient appelées à exercer tout à tour le mandat que détiendront les membres de cette Commission.

Il est enfin bien entendu que l'autorité de ceux-ci n'excédera pas les limites de leur mandat, que, durant l'exercice de ce mandat, leur situation matérielle sera la même que celle de leurs camarades : travailleurs des champs ou de l'usine et que, leur

mission étant accomplie, ils rentreront purement et simplement dans le rang.

Quant à l'organisation technique et dans le détail de la production, des transports et de la répartition, il me paraît tout indiqué que les groupements syndicaux, agricoles et industriels, les sociétés coopératives et les travailleurs attachés aux transports en aient la direction et la responsabilité.

A l'intérieur des frontières, sur le territoire de la France communiste, la vie économique peut, ce me semble, sur les bases et dans les conditions que je viens d'indiquer, être réorganisée en un laps de temps assez court.

Mais il y a un genre de transactions devenues courantes et nécessaires, dont on ne peut nier l'importance, si on consulte les statistiques commerciales. Je veux parler des importations et exportations.

Il sera intéressant et utile, en régime communiste, de les réduire au minimum et il ne sera pas impossible de diminuer sensiblement le total des produits que nous recevons de l'extérieur et des produits que nous expédions hors frontières.

N'empêche que, en raison même de l'impossibilité où nous sommes d'obtenir chez nous certains produits, et de la facilité avec laquelle nous en obtenons certains autres, ces transactions dépassant les frontières continueront.

Il sera nécessaire, mais suffisant, d'instituer un organisme spécial dont ce sera le rôle de diriger et d'administrer ces opérations commerciales.

Le mieux sera : d'abord d'échanger le plus possible produits importés contre produits exportés, afin de réduire à sa plus simple expression la circulation monétaire ; ensuite de constituer une sorte de *banque nationale*, dont le trésor en papier ou en métal sera uniquement réservé à ce genre d'opérations.

Je ne me dissimule pas que la mise en pratique du système et de la méthode que je viens d'exposer soulèvera, au début, quelque difficulté et provoquera vraisemblablement quelques mécomptes.

Toutes les périodes de tâtonnement en sont là, et l'essai d'un régime économique nouveau ne saurait échapper à la règle universelle.

Mais j'ose espérer que personne ne trouvera absurdes ni impraticables les propositions dont il s'agit.

On chercherait vainement dans celles-ci la trace de quelque chose qui ressemblerait au régime de la Dictature. On peut même affirmer qu'elles sont à la Dictature ce que l'antidote est au poison, puisque toute l'organisation économique que préconisent les communistes libertaires est à base fédéraliste, tandis que la Dictature est, nous le savons ,d'inspiration et de pratique centralistes.

Nécessité d'acclimater dans la masse l'exercice de la liberté

Il me reste à démontrer que s'il est nécessaire d'acclimater la masse à l'exercice de la liberté, ce n'est pas la Dictature qui peut être le moyen de conduire à ce résultat.

On dit et on répète : « Voyez la masse, regardez-la bien. Courbée, depuis des siècles, sous la férule des maîtres, elle a contracté l'habitude de se soumettre ; elle est faite à l'obéissance ; elle a perdu le sens de la révolte ; accoutumée à se laisser guider et, pour ainsi dire, conduire à la baguette, elle est incapable de se diriger elle-même. Elle y parviendra, sans aucun doute, et il est désirable qu'elle y arrive. Mais, en attendant, il serait plein de périls de l'abandonner à elle-même. Il serait insensé de songer à la faire passer brusquement de l'état d'asservissement où elle se trouve à l'état de liberté où il est désirable qu'elle parvienne. Cette transition de la servitude à l'indépendance sera l'œuvre de plusieurs générations.

« Lâcher la bride à la foule, du soir au lendemain, ce serait ouvrir fatalement une ère de gaspillages, de violences, de troubles, de pillages et de crimes sans nom. Ce serait l'effondrement certain du Communisme. Le régime de la Dictature fera naître et développer insensiblement un nouvel état d'esprit et de nouvelles mœurs ; il acheminera peu à peu la masse vers des pratiques de liberté qui, lorsque la Dictature prendra fin, ne menaceront ni la sécurité des personnes, ni l'ordre public. »

Je réponds que ce langage n'est pas nouveau ; il fut de tous les temps et de tous les pays. C'est celui de tous les despotes. Les tyrans ont toujours prétendu qu'ils étaient disposés à accorder la liberté à leurs sujets ; mais qu'ils ne le faisaient pas dans l'intérêt de leurs sujets eux-mêmes, parce que ceux-ci feraient de leur liberté un détestable usage.

Les Bourgeois se déclarent hypocritement les amis de la Liberté, déclaration purement théorique, chaque jour démentie par les faits.

Il n'est pas au monde un Gouvernement, pas un homme qui ait l'impudence ou la franchise de condamner ouvertement la liberté ; il est singulier, mais positif, que tous les Gouvernements et — hormis les anarchistes — tous les hommes la repoussent systématiquement des rapports sociaux.

Tous affirment que du jour où Lois, Gendarmes, Tribunaux, Prisons seraient abolis, il n'y aurait plus que brutes déchaînées et criminels sans frein.

Eh ! qu'en savent-ils ?... La liberté n'a pas eu encore — que je sache — l'occasion de faire ses preuves. L'Autorité a fait les

siennes. Lois, Gendarmes, Tribunaux, Prisons existent et je ne vois partout que turpitudes, violences, canailleries, banditismes et crimes.

D'où vient qu'on accorde une confiance aveugle à l'Autorité et qu'on la refuse totalement à la Liberté ?

Dans la société que nous subissons, le gendarme est personnage indispensable, et cela s'explique : il a pour fonction de défendre les institutions établies et d'en protéger les bénéficiaires. Mais qu'aura-t-il à faire dans un milieu social d'où ces institutions auront disparu et où il n'y aura plus ni privilégiés ni déshérités ?

« *La liberté est désirable ; mais elle est impossible* ». Ainsi dogmatisaient tous les despotes, tous les tyrans, tous les maîtres, tous les gouvernants, tous les prêtres, tous les patrons, tous ceux qui ont une âme bourgeoise et aussi — hélas ! — tous ceux qui ont une mentalité d'esclave !

C'est le débat ouvert, depuis les origines de la période historique, entre ces deux principes opposés : Autorité et Liberté, et les deux ordres d'idées et de faits qu'ils représentent.

C'est toute l'Histoire elle-même évoquée par la lutte constante entre ces deux principes et se traduisant par les défaites successives infligées par la Liberté à l'Autorité : victoires de l'homme bataillant contre les forces mauvaises de la Nature et domestiquant peu à peu les éléments ; victoires des foules se dérobant péniblement aux tyrannies archiséculaires de l'Homme sur l'Homme ; combats perpétuels qui ont pour but de libérer de plus en plus l'Individu du joug de la Nature et de la Société !

Que de belles et fortes choses il y aurait à écrire sur ce thème abondant et capital !

Mais ces dissertations m'éloigneraient du plan modeste et précis que je me suis tracé.

J'y reviens ; et c'est pour rire, bien que le sujet soit grave, de l'idée que je ne puis me défendre de trouver plaisante (j'ai grande envie d'écrire *absurde*) qui consiste à recourir au régime de la Dictature pour acclimater dans la masse l'exercice de la Liberté.

Ceux qui nous font une telle proposition se rendent-ils compte que la pratique de la liberté nécessite un apprentissage, qu'en d'autres termes on apprend la liberté comme on apprend toute autre chose ? Savent-ils qu'on ne devient libre — et qu'on ne mérite de l'être — que dans la mesure où l'on prend conscience de la portée de ses actes et des responsabilités qu'ils imposent ? Conçoivent-ils que celui qui a l'exacte compréhension de ce qu'est la Liberté en arrive à souffrir de la servitude d'un autre autant qu'il souffrirait de la sienne ? Comprennent-ils que celui qui a le culte de la liberté a pour la liberté d'autrui tout le respect qu'il entend qu'on ait pour la sienne ?

S'ils n'ont pas conscience de cela, c'est qu'ils ignorent ce qu'est la liberté. S'ils en ont conscience, comment se peut-il qu'ils songent à la Dictature qui est la négation et la mort de la Liberté ?

Si vous laissez toujours un bébé étendu dans son berceau, il n'apprendra jamais à marcher ; si vous n'enseignez jamais à un enfant la lecture et l'écriture, il ne saura jamais lire ni écrire ; si vous ne permettez jamais à cet autre de se baigner, il ne saura jamais nager ; si vous interdisez à un adolescent de manier un outil, il ne saura jamais s'en servir.

C'est en marchant que le bébé apprend à marcher ; c'est en lisant et en écrivant que l'enfant apprend à lire et à écrire ; c'est en se baignant que cet autre apprend à nager ; c'est en maniant un outil que l'adolescent apprend à s'en servir. De même, c'est en maniant l'outil de la liberté qu'on apprend à s'en servir et qu'on devient expert.

Le bébé fera des chutes ; il se fera mal, il pleurera bien des fois avant de se tenir ferme sur ses petites jambes et de trotter ; vaudrait-il mieux qu'il restât dans son berceau et qu'il ne sût jamais marcher ?

L'enfant gribouillera, fera des barres et épèlera avant de savoir écrire et lire correctement ; serait-il préférable qu'il ne sût jamais lire ni écrire ?

Cet autre boira quelques coups et courra quelques risques dans l'eau ; aimeriez-vous mieux qu'il ne sût jamais nager ?

L'adolescent gâchera des matières premières et se blessera au cours de son apprentissage ; serait-il mieux qu'il n'apprît jamais un métier ?

La masse, au début, commettra des fautes ; elle se laissera aller à certains écarts ; elle se rendra coupable de certains crimes ? — Je ne dis pas non. Mais vaudrait-il mieux qu'elle continuât à pratiquer les bassesses, les soumissions, les méchancetés et ces mille mauvaises actions qu'enfante fatalement la servitude ?

L'autorité a pour conséquence — il suffit d'observer pour s'en convaincre — de développer les plus vils instincts et d'étouffer le germe des passions les plus généreuses.

S'il est exact que deux causes contraires produisent des effets contraires, on peut affirmer que la Cause-Liberté, opposée à la Cause-Autorité, aura pour effet d'étouffer les vils instincts et de développer les passions généreuses.

L'étouffement des premiers et le développement des secondes se feront plus ou moins rapidement : affaire de milieu et d'éducation. Le milieu étant transformé, l'éducation devenant appropriée aux pratiques de liberté, ces magnifiques résultats seront vite obtenus.

Par la Dictature, on en reculerait indéfiniment la réalisation et il faudrait en abandonner jusqu'à l'espérance.

CONCLUSION

En aucun cas, la Dictature ne se présente comme une inéluctable nécessité : pour repousser l'assaut de l'ennemi, soit intérieur soit extérieur, la Révolution communiste n'aura pas besoin de recourir à la Dictature ; elle n'en aura pas besoin pour procéder à la réorganisation de la vie économique ; pas davantage, pour acclimater dans la masse l'exercice de la Liberté.

Bien plus : ce régime qu'on nous représente comme seul capable d'assurer le salut de la Révolution serait, pour ce salut même, nuisible et dangereux.

Il est du devoir des révolutionnaires d'en dénoncer et d'en établir la nocivité et le péril.

A ceux qui nous objecteraient qu'il est tout de même prudent d'en prévoir l'éventualité et qu'il sera toujours temps d'y renoncer dans le cas où, contrairement à leurs prévisions, les circonstances ne rendront pas inévitable l'institution de ce régime, je réponds :

1° Que prévoir la Dictature à l'avance et propager dans les milieux révolutionnaires la conviction qu'il sera impossible de l'éviter, c'est travailler à la rendre inévitable ;

2° Que la combattre à l'avance, c'est, au contraire, travailler à en éviter la redoutable éventualité et, si les circonstances l'imposaient, l'affaiblir par anticipation et en abréger la durée ;

3° Qu'il sera toujours temps de subir la Dictature, si les circonstances la rendent indispensable et que la tâche, alors, sera de la rendre la moins dure et la moins longue possible.

***

Je n'ai pas encore rencontré un camarade qui considère la Dictature comme chose désirable. Socialistes, syndicalistes, communistes, tous, y compris ceux qui font ouvertement campagne en faveur de la Dictature, déclarent que celle-ci est indésirable mais nécessaire, qu'il serait préférable qu'on pût l'éviter, mais que c'est une mesure à laquelle on sera dans l'obligation de recourir pour le salut de la Révolution. Tous reconnaissent que c'est un mal, mais, ajoutent-ils, un mal inévitable dont il faut, dès à présent, prendre son parti.

Ils ont besoin, au surplus, d'affirmer que ce mal durera le moins longtemps possible, qu'on y mettra fin aussitôt que la situation le permettra.

Ce qui dépasse mon entendement, c'est l'engouement opiniâtre avec lequel ceux qui n'hésitent pas à faire de semblables déclarations soutiennent cette thèse de la Dictature. Ce qui m'ébahit non moins, c'est la facilité avec laquelle le plus grand nombre accepte cette thèse sans se donner la peine d'approfondir et tout comme si c'était chose définitivement établie et devenue indiscutable.

J'ai cherché, ailleurs que dans les raisons qui m'en ont été données, la cause de cet état d'esprit très répandu dans les groupes de militants.

Cet état d'esprit procède d'un regrettable et injuste dédain de la masse, dédain qui va chez certains, jusqu'au mépris et, chez d'autres, jusqu'à la haine.

A force de répéter et d'entendre dire que la masse est ignorante, qu'elle est lâche et servile, qu'elle n'a, au fond, que le sort qu'elle mérite, on a fini par en concevoir le mépris. Découragés par les risques et les difficultés de la lutte quotidienne et, enfin, par la lenteur des résultats de la propagande, beaucoup de militants en ont trop hâtivement conclu que la foule est irrémédiablement passive, stupide et veule et qu'il n'y a décidément rien à attendre d'elle.

Je prie ces camarades de comparer nos forces à celles de notre adversaire de classe : le Capitaliste.

Pouvoir, Richesse, Presse, Ecole, Caserne, Eglise, celui-ci possède tout. Nous, nous ne possédons rien que notre profonde conviction et l'excellence de notre cause.

Nous sommes une poignée, sans argent, sans situation, presque sans journaux, surveillés, traqués, persécutés, mis à l'index, marqués à l'encre rouge.

Nos adversaires ont des ressources énormes, des situations de tout repos, tous les journaux à fort tirage ; ils disposent de toutes les puissances de ténèbres et de toutes les forces de mensonge, sans compter le feuilleton, le théâtre, le cinéma, le dancing et le cabaret. Nous sommes dans la situation d'un enfant de cinq ans ayant en main un mauvais pistolet de vingt sous et luttant contre un colosse armé d'une mitrailleuse.

La lutte est prodigieusement inégale. Nous devrions être écrasés presque sans combat.

Et, cependant, nous gagnons du terrain, lentement, péniblement, mais nous en gagnons. Et pourtant, nous entamons la masse, difficilement, insensiblement, mais nous l'entamons.

Y a-t-il lieu de nous décourager, de désespérer ? Evidemment non. Je prie en outre les camarades de se livrer à un scrupuleux

examen de conscience et de se demander s'ils n'ont aucun reproche à s'adresser. Chacun de nous a-t-il fait, pour la propagande, tout ce qu'il a pu faire ? N'a-t-il négligé aucune occasion de s'affirmer ? A-t-il, en toutes circonstances, accompli son devoir, tout son devoir ? Peut-il se rendre à lui-même le témoignage que, pour éclairer cette foule à qui il ne ménage pas le reproche, pour l'éduquer, pour la convaincre, pour l'amener à nous, il a fait tout l'effort de patience, de persévérance, d'énergie et de prosélytisme dont il est capable ?

Enfin, est-il bien assuré que si la masse, cette masse à qui il jette si délibérément le blâme, est aussi ignorante, aussi moutonnière, aussi lâche qu'il le prétend, il ne lui en revient pas la moindre responsabilité ?

N'oublions pas que l'homme est ainsi bâti, qu'en présence d'un fait qui le chagrine, l'inquiète ou nuit à ses intérêts, il en cherche toujours la cause hors de lui-même et qu'il ne consent à s'en accuser que lorsqu'il ne peut plus faire autrement.

Gardons-nous de dédaigner, de mépriser et, plus encore, de haïr la masse. En maintes circonstances, elle a prouvé qu'elle ne méritait ni d'être haïe, ni d'être méprisée, ni d'être dédaignée ; elle a montré qu'elle valait mieux qu'on ne le croyait, qu'elle était supérieure à l'opinion qu'on avait d'elle et que, si elle a bien des défauts, elle possède aussi de précieuses qualités, de merveilleux ressorts et qu'elle est, à certaines heures, capable des élans les plus admirables et des vertus les plus fécondes.

Au cours de ma vie déjà longue et fort mouvementée, j'ai observé les milieux bourgeois et les milieux populaires ; j'ai pu comparer et je n'hésite pas à dire que les milieux bourgeois sont bien plus corrompus, hypocrites, obséquieux, lâches, cupides et méchants que les milieux populaires. Je n'hésite pas à déclarer que les masses ouvrières sont le plus souvent supérieures en intelligence, en activité, en courage, en solidarité, en désintéressement que ceux qui les mènent et en ont le dédain, le mépris ou la haine.

Moi, j'aime la foule parce que je sais qu'elle est la grande persécutée, l'éternelle victime. Je l'aime, parce que je sais qu'elle recèle à son insu d'incalculables trésors de bonté, de dévouement et d'héroïsme. Je l'aime parce que je sais qu'un jour viendra où cette éternelle victime se révoltera et puisera dans son héroïsme et sa vaillance la force de terrasser ses bourreaux. Je l'aime, parce que je sais que, si je fais, pour l'affranchir, tout ce qu'il m'est possible de faire, c'est elle qui, bientôt, je l'espère, en s'émancipant elle-même, me libérera.

***

J'ai cru aussi discerner dans l'adhésion souvent instinctive que nombre de militants donnent à la thèse de la Dictature, la

manifestation d'un sentiment peu recommandable. Beaucoup m'on dit : « Le jour où nous deviendrons les maîtres, ces salauds « de bourgeois s'en apercevront. Il faudra, s'ils veulent manger, « qu'ils travaillent dur et ferme ; ce sera bien leur tour ; nous « nous installerons dans leurs somptueux appartements et les « enverrons loger dans nos taudis. Comment ? — Ces cochons-là « nous auraient, nous, nos vieux, nos femmes et nos enfants, « exploités, asservis, voués à la misère, torturés et humiliés de « toutes façons, et nous aurions la stupidité de ne pas leur faire « subir, à eux, à leurs femelles et à leurs petits les supplices « qu'ils nous font endurer ? La Révolution faite, nous offririons « à ces messieurs et à leur progéniture un couvert à notre table ? « Nous les traiterions en amis et nous leur dirions que tout « est oublié et qu'à l'avenir nous allons tous vivre en frères « et égaux ? Non, non ! Ces sans-cœur nous prendraient pour « des idiots et ils riraient de nous. Chacun son tour de rire ou « de pleurer. Aujourd'hui ils rient ; demain ils pleureront ! »

Et j'ai vu, tandis que ces paroles odieuses étaient proférées, les yeux traversés par un éclair de satisfaction à la pensée sadique des souffrances et des humiliations que les patrons, les riches, les gouvernants, les magistrats, les policiers, les galonnés et les proprios subiraient à leur tour.

Je ne puis m'empêcher, en rappelant ces propos, de penser à ceux que nous entendîmes au lendemain de l'armistice, en novembre 1918, alors que nos indécrottables *jusqu'au boutistes* hurlaient qu'on avait arrêté trop tôt la boucherie, que les Français auraient dû pousser jusqu'à Berlin, semer sur leur passage la mort ,la ruine et la dévastation, assassiner les vieillards, violer les femmes et les jeunes filles, couper les mains des enfants, piller, incendier, massacrer, pour faire subir aux « *Boches* » les tortures qu'ils avaient imposées aux Français du Nord et de l'Est.

Abominables sentiments, dignes des brutes qui applaudirent à la guerre, mais indignes de ceux qui feront la Révolution, afin de pacifier la terre et d'y établir définitivement le règne du Bien-Être et de la Liberté.

Les Révolutionnaires ne sont pas des bourreaux.

Implacables au cours de l'action salvatrice, ils le seront ; il faudra qu'ils le soient.

Mais, l'action terminée, la tourmente s'étant apaisée, il n'y aura plus dans leur cœur que l'amour profond de l'Humanité, le respect de la vie sacrée, le culte de la Liberté.

FIN

BROCHURES DE PROPAGANDE

	PRIX	FRANCO
ALBERT (Charles) : Aux Anarchistes qui s'ignorent	0 10	0 15
ARMAND (E.) : Qu'est-ce qu'un anarchiste ?	1 50	1 80
— — La Procréation volontaire	0 10	0 15
BLANC (Louis) : Quelques vérités économiques	0 10	0 15
BOGGA : A bas l'argent	0 20	0 25
BOSSI (Emilio) : Jésus-Christ n'a jamais existé	0 20	0 25
BRIAND (Aristide) : La grève générale	0 10	0 15
— — Pages choisies d'Aristide	0 10	0 15
CHAUGHI (René) : La Femme esclave	0 15	0 20
— — Immoralité du Mariage	0 30	0 35
ELOSU (Dr F.) : Le Poison Maudit	0 25	0 30
DIKRAN ELMASSIAN : Dieu n'existe pas	0 05	0 10
ETIEVANT (Georges) : Declarations devant la Cour d'Assises	0 30	0 35
FAURE (Sébastien) : Les Crimes de Dieu	0 20	0 25
— — Propos d'Educateur	0 50	0 65
— — Réponse aux Paroles d'une croyante	0 15	0 20
— — Douze preuves de l'inexistence de Dieu	0 30	0 35
— — « La Ruche »	0 30	0 35
— — La Poussée réactionnaire	0 15	0 20
— — La Question des loyers et le Problème de la vie chère	0 05	0 10
— — Tous ensemble	0 30	0 35
— — Mon opinion sur la Dictature	0 40	0 45
Propos subversifs :		
— — 1. La Fausse Rédemption	0 50	0 55
— — 2. La Dictature de la Bourgeoisie	0 50	0 55
— — 3. La Pourriture Parlementaire	0 50	0 55
— — 4. Leur Patrie	0 50	0 55
— — 5. La Morale officielle... et l'autre	0 50	0 55
— — 6. La Femme	0 50	0 55
— — 7. L'Enfant	0 50	0 55
— — 8. Les Familles nombreuses	0 50	0 55
— — 9. Les Métiers haïssables	0 50	0 55
— — 10. Les Forces de Révolution	0 50	0 55
— — 11. Le Chambardement	0 50	0 55
— — 12. La Véritable Rédemption	0 50	0 55
GENOLD : L'Eglise et la Guerre	0 75	0 90
— Le Pourrissoir	0 25	0 30
GIRARD (André) : Anarchi	0 10	0 15
— — Anarchistes et Bandits	0 10	0 15
GIRARD (A.) et PIERROT (M.) : Le Parlementarisme contre l'action ouvrière	0 10	0 15
GIRAULT (Ernest) : La Grève générale, Révolution	0 10	0 15
— — A bas les morts	0 10	0 15
GOHIER (Urbain) : Aux femmes	0 10	0 15
GRAVE (Jean) : Les Scientifiques	0 10	0 15
— — La conquête des Pouvoirs publics	0 10	0 15
— — Si j'avais à parler aux électeurs	0 10	0 15
— — Le Machinisme	0 10	0 15
— — La Colonisation	0 10	0 15
— — Le Syndicalisme dans l'évolution sociale	0 10	0 15
— — Une des formes nouvelles de l'esprit politicien	0 10	0 15
KROPOTKINE (Pierre) : L'Anarchie, sa philosophie, son idéal	1 »	1 15
— — La Terreur en Russie	0 70	0 85
— — La Morale anarchiste	0 30	0 35
— — Le Salariat	0 25	0 30
— — Communisme et Anarchie	0 20	0 25
— — L'Idée révolutionnaire dans la Révolution	0 10	0 15
— — L'Action anarchiste dans la Revolution	0 10	0 15
— — L'Esprit de Révolte	0 10	0 15
— — La Loi et l'Autorité	0 10	0 15
— — La Révolution sera-t-elle collectiviste ?	0 10	0 15

LISEZ tous les Samedis **LE LIBERTAIRE**

BROCHURES DE PROPAGANDE (suite)

	PRIX	FRANCO
KROPOTKINE (Pierre) : L'organisation de la vindicte appelée Justice.	0 10	0 15
— — La Grande Grève des Docks	0 10	0 15
BOETIE (Etienne de La) : De la servitude volontaire	0 25	0 30
LAFARGUE (Paul) : La Religion du capital	0 25	0 30
— Monsieur Vautour	0 25	0 30
— — Le Problème de la Connaissance	0 50	0 55
LAISANT (C.-A.) : Contre la loi de trois ans	0 10	0 15
— L'Education de demain	0 10	0 15
— — L'Illusion parlementaire	0 15	0 20
LAZARE : Les Mensonges de la guerre	0 50	0 55
LEONARD : Le Tréteau électoral	0 10	0 15
— L'Election du Maire de la commune	0 10	0 15
MAHE (Anna) : L'hérédité et l'Education	0 15	0 20
MALATESTA (Errico) : Entre Paysans	0 30	0 35
— — L'Anarchie	0 15	0 20
MAURICIUS : Mon anarchisme	0 10	0 15
— L'Apologie du crime	0 10	0 15
— A bas l'Autorité	0 30	0 35
— Les Profiteurs de la guerre	0 50	0 55
— Ce que j'aurais dit en Haute-Cour	0 60	0 65
MESNIL (Jacques) : Esprit Révolutionnaire et Syndicalisme	0 10	0 15
MIRBEAU (Octave) : La Grève des électeurs	0 10	0 15
MORAT (E.-D.) : Pourquoi nous sommes antimilitaristes ?	0 20	0 25
MOST (Jean) : La Peste religieuse	0 25	0 30
MOUNIER (André) : En Communisme	0 10	0 15
MYRIAL (Alexandra) : Pour la Vie	1 50	1 80
NETTLAU (Max) : La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière	0 10	0 15
PARAF-JAVAL : L'absurdité de la Politique	0 10	0 15
PETIT (Michel) : Le Nourrisson	0 10	0 15
PETIT-STRIX : A bas le vote	0 10	0 15
PIERROT (Marc) : Sur l'individualisme	0 10	0 15
— — Socialisme et Syndicalisme	0 10	0 15
— — Travail et Surmenage	0 10	0 15
PROUDHON : La Royauté du Peuple souverain	0 10	0 15
RECLUS (Elisée) : Evolution, Révolution	0 30	0 35
— — L'Anarchie et l'Eglise	0 10	0 15
— — A mon frère le Paysan	0 15	0 20
RITZ (F.-O.) : Les origines de la Vie	0 50	0 55
ROTHEN (Edouard) : Politiciens	0 30	0 35
SIMPLICE : Les conditions du travail dans la Société actuelle	0 10	0 15
STACKELBERG (Frédéric) : La Mesure du temps	0 10	0 15
TCHERKESOFF (W.) : Pages d'histoire socialiste	0 25	0 30
THONAR (Georges) : Ce que veulent les anarchistes	0 10	0 15
VERMESCH (Eugène) : Les Incendiaires	0 10	0 15
VERNET (Madeleine) : L'Amour libre	0 15	0 20
— — Le Problème de l'alcoolisme	0 10	0 15
X... Les Martyrs de Chicago	0 10	0 15
— Les Anarchistes et le cas de conscience	0 25	0 30
— La Main Negra	0 10	0 15
— Sus aux faux moralistes	0 20	0 25
— Centralisme et Fédéralisme	0 25	0 30

La formule de l'organisation anarchiste est simple :

*L'***Anarchiste** *autonome dans le* **Groupe**
Le **Groupe anarchiste** *autonome dans*

l'UNION ANARCHISTE

Tous les **Anarchistes** ont le devoir, pour coordonner leur action, d'adhérer, par l'intermédiaire des **Groupes Anarchistes**, à

l'UNION ANARCHISTE

Pour renseignements, s'adresser au Secrétaire de l'U. A. :
69, Boulevard de Belleville, PARIS (XI^e^)

23785